

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Tout le Parti autour de sa Direction (Louis Sellier). — La Jeunesse dans la crise du Parti (Le Comité National des Jeunesses). — La Politique extérieure du Bloc des Gauches (Suite et fin) (Jacques Sadoul). — Premier Mai 1924 (R. Albert). — Les divergences de vues dans le P. C. R. — Le front uni-

que en France (Amédée Dunois). — Le front unique ouvrier (Ivanov). — Thèses sur le programme économique du P. C. A. (Parti Communiste allemand). — Le pouvoir aux Soviets. — La philosophie de Hegel (Fr. Engels). — Chronique des cellules : Pour créer des cellules. — Armand Yankilevitch, mouchard (R. Albert).

Tout le Parti autour de sa Direction

A peine notre Congrès National de la fin janvier était-il terminé que trois grands événements internationaux ont, en quelque sorte, éclaté simultanément au-dessus du nouveau Comité Directeur du Parti Communiste français.

L'avènement des travaillistes au pouvoir en Angleterre, le regroupement de notre Parti frère d'Allemagne après la dure leçon de Chemnitz, les discussions de notre grand Parti frère de Russie, se sont imposées à l'examen du Comité Directeur avec une force telle qu'il a fallu y subordonner tout autre travail.

L'accélération de la crise de l'Etat bourgeois en France, qui s'est manifestée dans le courant du mois de février par la baisse vertigineuse du franc sur les grands marchés étrangers, est venue s'ajouter dans le même temps aux préoccupations déjà bien graves de la direction du Parti, issue du Congrès National de Lyon.

La rapidité avec laquelle on a dû se prononcer sur chacun de ces grands problèmes devait faciliter et, presque fatalement, engendrer des heurts au sein du Comité Directeur. Il s'en est produit. Des différences de points de vue se sont accusées surtout en ce qui concerne l'appréciation de la question anglaise et de la question russe.

Le camarade Rosmer qui avait reçu du Comité Directeur la charge spéciale de suivre la

politique anglaise, n'a pas admis facilement la revision de la position qu'il avait prise sur ce point, avec la majorité du Comité Directeur.

Le camarade Souvarine a réagi contre la décision du Comité Directeur de quitter la position expectante que ce dernier avait prise jusque-là, faute d'informations suffisantes, à propos des discussions dans le Parti russe.

Le camarade Monatte a fait siens les principaux arguments de Rosmer et de Souvarine et y a ajouté quelques griefs particuliers.

Tant et si bien que, lorsqu'il s'est agi de se prononcer sur un texte écrit, déterminant de façon claire et formelle la pensée de la direction du Parti sur les problèmes en question, les trois camarades susnommés se sont trouvés seuls contre l'écrasante majorité du Comité Directeur.

Depuis, le camarade Mahouy s'est désolidarisé de la majorité du Comité Directeur sous le prétexte que les commentaires personnels du camarade Treint modifiaient le sens et la portée des thèses adoptées.

Le camarade Dunois nous a écrit de Moscou qu'il aurait pu adopter la substance de la thèse du Comité Directeur si le camarade Treint et le camarade Calzan n'avaient fait de cette thèse une interprétation inadmissible.

Enfin, le camarade Vaillant-Couturier, absent au moment du vote, a, depuis, donné

par écrit, des explications qui aboutissent à le placer, momentanément sans doute, légèrement en marge de la position prise par la majorité du Comité Directeur.

En résumé, en face des 24 membres du Comité Directeur qui ont adopté, avec un esprit de décision réfléchi, la thèse publiée par l'*Humanité*, trois camarades ont voté contre, un s'est abstenu, un a retiré son vote, et un autre a pris un parti difficile à définir brièvement.

Avec l'Internationale

On peut toujours ergoter sur un texte et chercher à en brouiller le sens politique à l'aide d'incidents accessoires. On reproche à Treint ses articles du *Bulletin Communiste* et on en impute la responsabilité à la majorité du Comité Directeur. Le camarade Treint, ses camarades dits « de la gauche » et les camarades dits « du centre », constituant la grande majorité du Comité Directeur, se sont mis d'accord sur une thèse, aujourd'hui publiée et, sur laquelle, le Parti est appelé à se prononcer, à l'occasion du Conseil National du 19 mai. Ceci fait, le camarade Treint porte, sur des hommes et sur des événements, des jugements personnels qui ne sont pas du goût de tout le monde et avec certains points desquels le Bureau Politique et la majorité du Comité Directeur ont déclaré n'être point d'accord. Qu'y faire ? Deux choses au choix : ou bien, comme Mahouy et Dunois, refuser d'accepter un texte qui leur plait sous prétexte que Treint l'a voté, ou bien, comme les 24 membres composant la majorité de la direction du Parti, ne pas faire dépendre une position qu'ils ont prise en toute conscience, sur des problèmes de la plus haute gravité, des commentaires de tel ou tel camarade.

En toute cette affaire, la majorité du Comité Directeur n'a pas eu seulement le mérite d'être restée maîtresse de ses nerfs, elle a eu heureusement assez de sens politique pour tomber, sur tous les points, d'accord avec l'Internationale.

La représentation du Comité National des Jeunesses au Comité Directeur a donné son approbation au texte précis adopté par la majorité de la direction du Parti.

Nos camarades de l'opposition nous permettront de leur dire en toute amitié : c'est en vain qu'ils s'obstineront dans l'attitude qu'ils ont prise. La rencontre sur un même texte de camarades comme Marcel Cachin, Semart, Treint, Gaymann, Cordier, Jacob, Midol, Lucie Colliard, Tommasi, Suzanne Giraud, Renaud Jean, Gourdeaux, Dupilet, n'est pas un accident. Il y a toutes sortes de chances pour que cette fusion corresponde à quelque chose d'extrêmement sérieux et de conforme à l'intérêt profond du Parti.

La preuve définitive en sera certainement administrée au Conseil National où le bon sens des ouvriers et paysans délégués par la masse du Parti se retrouvera d'accord avec l'Internationale Communiste, avec le Parti russe et, par conséquent, avec la majorité de la direction du Parti français.

La méthode du camarade Treint

Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous découvrons que le camarade Treint a une façon très personnelle de penser et par conséquent de parler et d'écrire. Son répertoire s'émaille d'un certain nombre de formules historiques dont les plus célèbres ne sont pas toujours les plus heureuses.

Sa grande activité, son incontestable dévouement communiste le portent parfois à émettre des jugements « à coup de serpe » qui gagneraient, selon nous, à être un peu plus nuancés. Pour caractériser la position qu'il a prise dans les débats récents du Comité Directeur il a trouvé deux mots que nous avons refusé d'introduire dans notre thèse : « bolchevisation » et « débolchevisation ». Il s'en est vengé depuis en les introduisant dans tous les articles qu'il a écrits. Pour le camarade Treint, ces deux mots ont, évidemment, un sens fulgurant que le commun des mortels n'aperçoit pas. En outre, le camarade Treint voit, à la faveur de la même optique, un danger excessif de « revisionnisme », de « liquidationnisme », de « menchevisme » et de « confusionnisme », au sein de l'Internationale. Il voit trop le but et pas assez les détails de la route qui y conduisent. C'est ainsi qu'il met les camarades Rosmer, Monatte et Souvarine dans le même sac, alors que la position des deux premiers est, malgré certaines apparences superficielles, sérieusement différente.

Aux divergences politiques qui nous séparent momentanément de Rosmer et de Monatte, s'ajoutent, au dommage du camarade Souvarine, non seulement des actes d'indiscipline caractérisés à l'égard de la direction du Parti, mais, vis-à-vis du Comité Exécutif de l'Internationale, une attitude de rébellion hautaine qui ne sera pas, croyons-nous, facilement justifiée et qui pourrait le conduire très loin, s'il ne renversait hâtivement la vapeur.

Il reste de tout ceci que, loyalement d'accord avec Treint et ses camarades dits « de la gauche » sur le texte de la thèse votée au Comité Directeur, nous conservons les uns et les autres la responsabilité personnelle de l'expression de notre pensée sur les choses, les événements et les hommes.

La liberté de la discussion politique dans la presse du Parti permet toujours, à n'importe quel camarade, d'exposer son point de vue ou de le défendre s'il est mis en cause.

La méthode du camarade Treint présente

donc au moins cet avantage que ses idées peuvent être facilement combattues dans ce qu'elles peuvent paraître avoir d'erroné.

La méthode du camarade Souvarine

Après avoir pris une position d'hostilité très habile vis-à-vis de la majorité du Comité Central du Parti Russe, le camarade Souvarine, battu « à plate couture » au sein du Comité Directeur, adopte une plate-forme de retraite, un peu trop sommaire pour avoir chance de s'y maintenir longtemps.

Si nous en jugeons par une lettre qu'il vient d'adresser à un camarade de la Seine-Inférieure et dont il a transmis lui-même une copie à la direction du Parti, le camarade Souvarine paraît résolu à mettre délibérément le camarade Trotsky entre le Parti et lui-même.

Il importe de liquider une fois pour toutes, cette façon de se défendre ou de se protéger.

Il est faux que la personnalité du camarade Trotsky soit mise en cause dans le Parti français. Le camarade Trotsky n'a besoin ici d'être défendu par personne. Les services éminents qu'il a rendus à la Révolution Russe et à la future révolution mondiale sont tels, qu'ils le mettent à l'abri de toute espèce de dénigrement. Le zèle du camarade Souvarine à « défendre » le camarade Trotsky serait humiliant pour ce dernier si le Parti français laissait se développer sans protester une pareille entreprise. Il est faux de laisser croire qu'au point où en sont les choses en Russie, le camarade Trotsky soit tellement loin de la majorité du Comité Central du Parti Russe. Il suffit de rappeler que le camarade Trotsky est membre non seulement du Comité Central mais du Bureau Politique du Parti Russe pour montrer la vanité et l'artifice des efforts du camarade Souvarine.

Jusqu'à preuve du contraire, nous sommes persuadés que le camarade Trotsky donnera son agrément sans réserve à la thèse votée par la majorité du Comité Directeur. En tous cas, ce que nous contestons au camarade Souvarine, c'est le fait de professer, à l'égard du camarade Trotsky, plus de respect sincère, d'admiration et de confiance que tel ou tel autre membre de la majorité du Comité Directeur du Parti français.

En face de problèmes de la plus haute gravité pour le développement de la Russie révolutionnaire, le camarade Trotsky a lutté ardemment pour faire triompher son point de vue. Quelques-unes de ses conceptions n'ont pas été retenues par la majorité du Parti. Voilà tout.

Notre camarade Souvarine et ceux de nos camarades de l'*Humanité*, qui ont renouvelé son geste de démission nous permettront de leur dire que leur zèle à « défendre » Trotsky eût eu beaucoup plus de portée s'ils l'avaient

imité en restant, comme lui, conformément au devoir révolutionnaire, aux postes que leur avait confiés le Parti, jusqu'à ce que ce dernier jugeât utile de les en relever.

C'est comme cela qu'on dirige un Parti et qu'on se montre digne de la confiance qu'il a mise en vous — pas autrement.

Conclusion

La Direction du Parti est restée ferme au milieu d'événements inattendus et qui auraient pu la troubler plus gravement.

Elle est en plein accord avec l'Internationale. Le Comité Exécutif élargi et le 5^e Congrès mondial achèveront de mettre les choses au point. Nous demandons au Parti de ne pas se laisser davantage émouvoir par la réaction de quelques amertumes personnelles — même légitimes — ou de quelque amour-propre pris à rebrousse-poil. Il faut voir un peu plus loin que le bout de son nez et songer à l'avenir. Il ne faut pas davantage se laisser aller à des acrobaties individuelles, toujours faciles en pareille circonstance ou se contenter de nager entre deux eaux. Il faut se prononcer nettement et rapidement. L'intérêt du Parti, les lourdes et pressantes tâches qui l'attendent au lendemain des élections exigent que nous passions rapidement à un autre genre d'exercices.

Nous plaiderons vigoureusement dans ce sens au Conseil National et nous comptons bien que tout le Parti se groupera, bien homogène, autour de la majorité de sa direction.

Louis SELLIER.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro 50 centimes

ABONNEMENTS

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1^o Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'*Humanité*, 142, rue Montmartre ;

2^o Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Calzan, même adresse.

La Jeunesse dans la Crise du Parti

Une crise nouvelle s'est ouverte dans la direction du Parti communiste français. On s'est compté sur des thèses. Droite, centre, gauche. A présent, on se dispute. Quelle est dans tout cela la position des Jeunesses ? Des gens bien intentionnés sont allés dire dans nos groupes que nous soutenions Souvarine ou que nous étions derrière Treint, suivant qu'ils tenaient eux-mêmes pour l'un ou l'autre camp. Et c'est, pour les envieux, une belle occasion de clabauder sur les dirigeants des Jeunesses et la place trop grande qu'ils tiennent dans le Parti. Nous ne voulons pas relever ces calomnies. Nos jeunes camarades savent ce qu'elles valent et nous ne péchons pas par trop de hardiesse. Au Congrès de Lyon, nos délégués avaient été appelés, sur beaucoup de points, à dire leur opinion. Les congressistes les avaient écoutés volontiers. Nous écrivions, dès le lendemain du Congrès : « La Jeunesse a dû étudier rapidement plusieurs mois des problèmes qui se posent seulement pour le Parti (Cellules), et c'est ce qui explique les précisions intéressantes apportées au Congrès. Le succès de la Jeunesse sera favorable au développement de l'organisation des jeunes, cette année ; mais il ne faut pas se griser de nos succès ; soyons modestes, rien n'est plus dangereux pour une organisation de jeunes qu'un succès de congrès. Il faut beaucoup mieux un succès dans le travail pratique ; que nos militants n'aillent pas en tirer la conclusion qu'ils doivent diriger le Parti comme certains nous y invitent ; de telles pensées seraient déplacées. C'est grâce au travail pratique de la Jeunesse à l'usine, au syndicat, dans les grèves, que ses représentants ont pu donner des suggestions heureuses au Congrès. C'est en le continuant et en l'amplifiant qu'ils maintiendront l'estime qu'on leur accorde ; personne plus que les jeunes ne doit se rappeler que la Roche Tarpéienne est près du Capitole. » Telle fut, dans la crise, notre ligne de conduite, qui nous vaut aujourd'hui tant de blâmes de ceux qui nous voudraient à leurs côtés.

Notre position, nous allons essayer de la définir, telle que nous devons la prendre pour travailler à la formation d'un vrai Parti communiste français.

On a coutume de répéter qu'il est sorti tout armé du Congrès national de Boulogne. Après le départ de Frossard et de sa clique, on avait cru liquider à tout jamais les tendances opportunistes. L'expérience a montré qu'il n'en était rien. Le Parti français est encore loin d'être homogène. Entre les socialistes restés fidèles à la tradition révolutionnaire, les anciens venus au Parti par haine de la guerre impérialiste, les syndicalistes révolutionnaires à qui la Révolution russe et le rôle joué là-bas par la cohorte de fer ont ouvert les yeux, les jeunes grandis dans l'admiration des bolcheviks et de leurs méthodes, des différences existent que, seule, une action énergique menée en commun contre le capital et un programme clair pourront atténuer à la longue. La Fédération de la Seine n'a ni la même idéologie, ni la même composition que les fédérations de province. Elle est sortie très épurée de la crise de la résistance. Les fédérations de province n'ont pas connu semblable diminution d'effectifs. Beaucoup de camarades ont renouvelé à l'Internationale Commu-

niste l'adhésion de sentiment qu'ils avaient faite à Tours. Et s'ils se sont tus, la résistance passive (qui va d'ailleurs en diminuant) opposée à tous les mots d'ordre d'action, commissions syndicales, cellules d'usines, travail antimilitariste, prouve, hélas ! que le vieil esprit ne s'est pas encore retiré d'eux.

Dans l'année qui suivit le Congrès de Boulogne, période difficile où il fallait tout faire sortir de terre, la direction du Parti commit un certain nombre d'erreurs qui relevaient bien plus d'un esprit de droite que d'un esprit de gauche. Nos camarades, qui venaient de lutter deux longues années contre l'opportunisme, pensaient s'en préserver dans l'avenir en appliquant à la lettre, non sans raideur, les règlements de l'Internationale. De là, la centralisation exagérée tuant souvent les initiatives et l'invasion de la bureaucratie. De là, les actions clandestines et la croyance naïve qu'en mobilisant les membres du Parti isolés de la classe ouvrière on pourrait aider en quoi que ce soit la Révolution. De là, les changements brusques de position qui, tantôt par crainte de se séparer de groupuscules sans influence sur la masse ouvrière, nous faisaient renoncer à toute initiative au sein des Comités d'action. Tantôt, par une raideur incompatible avec toute la politique menée précédemment, le secrétaire du Parti risquait, au Congrès de Bourges, de rejeter des éléments en marche vers le communisme. De là, l'arrêt du recrutement, parce qu'on ne voulait admettre dans notre Parti neuf que des éléments bien trempés.

Le Congrès de Lyon a condamné toutes ces fautes et nous les avons critiquées. Nous avons dit aussi notre peu de satisfaction de voir sacrifier au programme électoral de 20 jours le véritable programme du Parti français, l'analyse de l'impérialisme sans laquelle nous n'apercevions jamais les points faibles où faire porter notre effort (absence de travail dans les colonies).

Le discours de Newblod au Congrès, les interventions de Rieu, Treint, Souvarine, les tâches du Parti français dans sa lutte commune avec le Parti allemand sur la Ruhr, posèrent devant les délégués les problèmes du gouvernement travailliste, de la crise dans le Parti russe et des répercussions qu'aurait le recul d'Octobre. Mais sur toutes ces questions, la plupart d'entre eux n'avaient que des idées bien imprécises. Le Congrès n'en résolut aucune. La direction du Parti, à qui il avait laissé ce soin, hésita quelque temps. Lorsqu'une vague révolutionnaire vient se briser contre la digue capitaliste sans qu'elle paraisse l'entamer, avant qu'en monte une nouvelle, il y a toujours une période où les militants sont las et prompts à se décourager. L'échec des grèves polonaises, l'échec du mouvement bulgare, l'échec de la Révolution allemande à Chemnitz, ont créé cet état d'esprit dans l'Internationale tout entière. Ce n'est pas impunément qu'on s'est cru, pendant deux mois, à la veille du combat décisif.

Pour nous, depuis juin, au moment de la marée montante, dès les grèves de la Ruhr qui précédèrent la grève générale du mois d'août, nous avons mis toutes nos forces en jeu. Les arrestations dans la Ruhr et à l'intérieur prouvent que notre action fut efficace. Après Chemnitz, nous n'avons jamais désespéré. Nous avons pu cons-

tater les fautes du Parti allemand, celle surtout de s'être laissé bernier par la gauche de la social-démocratie. Nous n'avons jamais eu sur celle-ci la moindre illusion. Nous sommes en plein accord avec la sévérité de l'Internationale pour condamner une telle faute. Mais nous ne croyons pas que, pour ce qu'on a mal appliqué le iron unique, il en soit devenu mauvais. Nous ne croyons pas qu'il faille conseiller aux ouvriers de briser l'unité syndicale et de perdre ainsi la possibilité d'entraîner derrière nous un nombre important de ceux qui suivent encore les réformistes. Nous pensons que si la nouvelle direction que s'est donnée notre Parti frère applique sans faiblesse cette tactique, de beaux jours renaîtront pour le prolétariat d'Allemagne. A ce moment, comme maintenant, comme toujours, nous serons à ses côtés, luttant parmi les troupes françaises pour qu'elles fraternisent encore à ses côtés.

Dans la question anglaise, nous n'avions pas d'illusion. Avant que la crise s'ouvre dans le Parti, dans un article sur le gouvernement travailliste, nous écrivions : « On représente Mac Donald comme un transformateur social n'ayant pas la brutalité des bolcheviks, mais capable d'introduire le socialisme en Angleterre par la voie légale. C'est la grande période des folles illusions. Trotsky la comparait à la « dernière lueur d'une bougie qui va s'éteindre ». En effet, qu'attend Frossard de l'arrivée des travaillistes au pouvoir ? Un commencement de réalisations sociales ? Un pas vers la destruction du capitalisme ? Si oui, qu'il lise les discours de ses amis travaillistes. Les travaillistes sont peut-être un prétexte pour renforcer le Bloc des Gauches, car Frossard n'est pas assez naïf pour en attendre quelque chose de positif. »

Avec la prise du pouvoir, la période des désillusions va commencer. « Après la marée montante du pacifisme, le reflux survenant, la classe ouvrière anglaise se trouvera dans la nécessité de se tourner vers le seul parti qui ne l'a pas trompée », disait Trotsky. C'est aujourd'hui que s'ouvre l'ère de la prospérité pour les communistes anglais. Seront-ils assez forts pour réorganiser rapidement le prolétariat anglais en vue de grandes et véritables batailles révolutionnaires.

Si nous avons accepté cette lettre dans les termes où elle fut conçue, c'est que nous la considérons comme un premier pas. Nous avons demandé que, dans les colonnes de l'*Humanité*, elle fût appuyée par une critique acerbe.

Dans la crise russe, nous nous sommes déclarés d'accord avec le Comité central. Dès janvier, les flatteries de l'opposition à l'égard de la jeunesse nous mettaient en garde. Une tendance bien saine ne connaît pas de ces faiblesses.

La crise russe est au centre de toute la question. Sans elle, la crise n'eût pas éclaté dans le Parti, elle eût pris du moins une toute autre forme.

Leur sympathie personnelle pour Trotsky entraîne Rosmer et Souvarine à soutenir un point de vue de plus en plus insoutenable. Hormis même les écarts d'indiscipline personnels à Souvarine, leur persévérance dans cette attitude erronée, les amena à commettre une série de fautes de droite bien caractérisées. De son côté, Monatte, dans sa déclaration au Comité directeur, fit preuve d'un pessimisme que nous avons relevé. La longue critique de l'action du Parti ne contenait pas une proposition positive qui eût pu réunir dans l'action ce qui était momentanément divisé. Notre Parti est plein d'avenir révolutionnaire s'il trouve le chemin du travail pratique. Toute cette crise

reste d'ailleurs renfermée dans les cercles dirigeants. Maintenant encore, elle affecte beaucoup plus les cadres du Parti que le Parti lui-même. Celui-ci, absorbé tout entier dans l'action contre ses adversaires, a bien d'autres chats à fouetter... D'autre part, à cause de son hétérogénéité et de ses survivances, il n'a pas encore eu la force de se mêler à la crise du centre. Cela explique pour beaucoup la vivacité et la mesquinerie des discussions où le tempérament des personnalités engagées prenait parfois le pas sur le fond de la question. Mais c'est bon signe : les plaies en surface sont vite refermées.

Au début, notre position dans le Comité directeur était facile. Il s'agissait de combattre les tendances Souvarine, Rosmer et Monatte, bien différentes d'ailleurs les unes des autres. La thèse de Treint et des 14 vint tout compliquer.

Ce texte qui soulignait bien des fautes de l'opposition russe et de la droite allemande, contenait des parties complètement erronées qui nous le rendaient inacceptable. Nous ne pouvions souscrire ni à la fausse analyse du capitalisme français et de ses tendances, ni à la révision du front unique qu'il proposait sous le titre de « nouvelle période ». Nous ne pouvions surtout souscrire aux attaques forcées contre la direction du Parti. Ayant le mérite de signaler quelques fautes, le manifeste en inventait beaucoup pour le plaisir de les combattre. Enfin, il créait une fraction dans le Parti, une fraction avec tous ses risques, dont le moindre était de redonner à la lutte de tendances une vie nouvelle et le pire de pousser certains groupes de valeur hors du Parti. Ce texte transposait mécaniquement pour bien des points les crises allemande et russe sur le plan français.

Toutes ces raisons nous amenèrent, après avoir établi avec le secrétaire du Parti un texte différent de celui des 14, à rechercher un compromis avec Treint et ses amis. Nous voulions à tout prix garder l'unité du Parti. Nous sommes arrivés à une résolution commune de travail et d'action naturellement bien imparfaite ; cependant, nous voulons nous y tenir.

Mais les tendances de droite que nous combattons avec Treint ne sont pas les seules que nous aurons à combattre. Le 5^e Congrès mondial va sans doute consacrer une grande partie de son temps à la lutte contre les déviations gauchistes qui se font de plus en plus nettes en Allemagne.

En France, il n'y a pas de gauchisme nettement caractérisé. Mais à certains symptômes dans le travail pratique et dans la tactique générale de quelques organisations régionales, on peut reconnaître une tendance à cette sorte de déviation. La lutte contre des déviations de droite de certains camarades en France (momentanée, nous l'espérons) ne peut pas nous faire perdre de vue le danger que courrait le Parti si les quelques déviations gauchistes qui se font jour n'étaient pas combattues. C'est avec une grande joie que le Comité National des Jeunesses a accueilli la déclaration des camarades chez lesquels ces déviations s'étaient le mieux caractérisées, qu'ils étaient décidés à combattre énergiquement les fautes gauchistes au 5^e Congrès. Le Comité National qui se tient sur le terrain déjà déterminé par le président de l'Internationale Communiste est persuadé que de telles manifestations feront l'unité dans le Parti.

L'article de Zinoviev, à la veille du 5^e Congrès, nous donne satisfaction entière et vient nous ren-

forcer dans notre position. En élaborant la résolution commune à laquelle s'était ralliée la majorité du Comité Directeur, nous avons signalé un certain nombre de tâches urgentes pour le Parti. Une fois passée l'agitation électorale, il faudra savoir en tirer les fruits, organiser tous ceux qu'aura touchés notre propagande et les retenir. Les premiers résultats des cellules d'usine nous ont montré que c'était là la voie vers un parti de masses. Nous avons à travailler pour organiser les coloniaux, les paysans. Les progrès réalisés par la Fédération des Jeunesses ne suffisent pas. Aider la Jeunesse et non la dénigrer et la diviser, c'est encore travailler à créer un parti fort. Bolchéviser le Parti, c'est soutenir la jeunesse.

Il y a là toute une série de tâches bien urgentes qui attendent les bonnes volontés. Celles-ci ne manquent pas dans le Parti français, il s'agit de les réunir et de les mettre à l'épreuve. Le travail pratique ne tolère pas de fautes opportunistes, il les démasque impitoyablement. Les désaccords que nous avons avec la Fédération de la Seine sur la question des cellules ont montré que nous étions dans la ligne de l'Internationale, que nous savions appliquer ses décisions, la controverse sur ce sujet a accéléré le travail du Parti. Voilà quelle est notre position. Nous sommes avec tous ceux qui acceptent notre méthode. Nous sommes sûrs qu'en l'appliquant, le Parti saura faire sortir une « vieille garde » de ses rangs.

LE COMITE NATIONAL DES JEUNESSES.

La Politique Extérieure du Bloc des Gauches

(Suite et fin)

Relations de la France avec la Russie

A l'égard de la Russie, l'Etat bourgeois français, même s'il est encore dirigé par Poincaré au lendemain des élections, et surtout s'il est dirigé par Briand ou Herriot, fera une politique de réconciliation.

Dans les milieux officieux on souligne discrètement la nécessité de ce « rapprochement naturel » qu'on oppose aux rapprochements plus ou moins « artificiels » qui sont en train de s'effectuer entre la Russie et d'autres puissances.

Pour la Russie comme pour l'Angleterre, pense-t-on dans ces milieux, un accord politique apparaît comme essentiellement négatif et nécessairement fragile. Les deux Etats ont été et demeurent rivaux. Ils deviendront ennemis. Si résolu que soit Mac Donald — dans l'intérêt de sa politique électorale et nationale — à renouer avec la Russie soviétiste des relations amicales, il ne se dégagera pas des traditions anglaises, il ne mettra pas les intérêts de la bourgeoisie anglaise. En fait, sinon en paroles, il sera contraint de continuer la politique de Curzon. Et pour commencer il ne pourra pas se désintéresser du duel engagé aux frontières de l'Inde. Or, ce duel symbolise aujourd'hui l'impossibilité d'un accord sincère et durable entre Londres et Moscou qu'un antagonisme aussi grave mettra demain aux prises soit dans la Baltique, soit dans la mer Noire, soit au Caucase, en Europe Orientale sur bien des points et en Asie sur tous les points.

D'autre part, pour l'Italie comme pour la Russie, un accord politique est d'importance secondaire. Pour l'une et l'autre un tel accord n'est pas un but mais un moyen. Il doit leur permettre de taquiner ou de menacer de tierces puissances — Turquie, Roumanie, Grèce, Angleterre — afin de faire pression sur elles et de leur arracher quelques concessions.

Enfin, pour l'Allemagne comme pour la Russie, un accord politique ne pourra pas avoir son plein effet tant que les deux Etats demeureront politiquement affaiblis et économiquement appauvris. Et, d'autre part, à mesure qu'ils recouvreront la prospérité et la puissance, leurs intérêts se heurteront un peu partout, notamment dans la Baltique, les Balkans et le Proche-Orient.

Voilà ce qu'on ne dit guère mais ce qu'on pense certainement au Quai d'Orsay. On y considère, en outre, qu'un accord franco-russe serait tout différent. A peine rentré de Moscou, le sénateur de Monzie insistait sur la conscience qu'a le gouvernement soviétiste « d'une entente prédestinée entre la France et la Russie ». Soyons sûrs que le gouvernement français a plus net-

tement encore conscience de la prédestination de cette entente.

La France, la France bourgeoise, vit dans la terreur de l'Allemagne. Quel que soit son acharnement à l'affaiblir elle comprend qu'elle n'empêchera pas éternellement sa résurrection. Si étroit que soit l'accord économique à l'aide duquel elle prétend enchevêtrer et solidariser les intérêts franco-allemands, elle sait que l'Allemagne capitaliste se relèvera un jour et qu'elle tentera alors une guerre de revanche.

La bourgeoisie française ne compte plus sur l'appui anglais. Les bonnes paroles prodiguées par Mac Donald ne l'abusent point. Elle ne croit plus à la possibilité d'une nouvelle Entente cordiale s'étendant au delà de la coopération nécessaire au règlement des réparations. Elle veut être puissante et comprend que l'Angleterre ne tolérera pas sa puissance. Elle doit consentir à être une vassale ou se préparer à être une ennemie. En 1921, Briand-Loucheur s'étaient résignés à subir la vassalité. Poincaré s'est efforcé de la rejeter. Il a entraîné le Parlement vers une politique indépendante. Et ses successeurs, même s'ils s'appellent Briand-Loucheur, ne peuvent plus songer à revenir à l'ancienne politique de sujétion sans avoir épuisé au préalable tous les moyens de lutte pacifique et guerrière dont dispose la nation française.

Mais, pour conquérir et maintenir cette indépendance agressive, la France bourgeoise a besoin que d'autres ressources viennent s'ajouter aux siennes. Inquiète en face de l'Angleterre, tremblante devant l'Allemagne, elle sent plus que jamais le besoin d'amis puissants. La Roumanie serrée entre la Russie et la Bulgarie; la Pologne entre la Russie et l'Allemagne; la Tchécoslovaquie entre la Hongrie et l'Allemagne; la Yougoslavie menacée à la fois par la Hongrie et la Bulgarie, pourraient bien être des alliées suffisantes contre « une agression germanique », mais seraient débordées par l'europeennisation fatale du conflit.

Les traités de 1919 n'ont pas bouleversé la géographie politique au point d'effacer, dans une Europe demeurée presque totalement capitaliste, cette fatalité d'un rapprochement franco-russe. Comme le constatait le Temps du 22 décembre 1923 avec satisfaction, « les intérêts de la Russie et de la France continuent à ne se heurter nulle part ». On n'a jamais oublié ni même nié cela à Paris. Depuis le 7 novembre 1917 on préférerait n'en plus parler... en attendant des temps meilleurs. Les temps meilleurs ne venant pas, l'affermissement du pouvoir des Soviets ne permettant plus d'escompter la restauration prochaine d'un régime bourgeois, Paris s'est engagé sur le chemin de Canossa. Il se dirige lentement mais sûrement vers Moscou. Et sa marche sera d'autant plus rapide que le développement des

événements internationaux menacera la France d'un isolement plus dangereux.

De la l'évolution de la politique française. Discrètement esquissée d'abord, elle s'est accentuée en ces derniers mois.

L'accord avec la Roumanie avait été essentiellement antirusse. L'accord avec la Pologne, plus antirusse encore qu'antiallemand. Le récent traité avec la Tchéco-Slovaquie, au contraire — et c'est ce qui fait son intérêt capital — n'est pas et ne peut pas être antirusse. Bien plus, il tend à préparer, à travers un rapprochement tchéco-russe, un rapprochement franco-russe.

Quelques paroles tombées par mégarde des lèvres de quelques officieux révèlent les espérances que nourrissent les classes dirigeantes françaises. C'est Roland de Marès, familier du Quai d'Orsay, qui écrit : « Si l'entente ferme avec Prague peut faciliter un rapprochement avec Moscou, la situation de la France sera plus solide sur le continent qu'elle ne le fut jamais. » C'est Henri Bidou, qui, analysant le traité franco-tchéco dans le *Figaro* — journal dont Poincaré doit prendre la direction politique quand il quittera le pouvoir — se laisse aller à rêver tout haut. « Ce traité, proclame-t-il triomphalement, c'est l'aile occidentale d'un grand édifice dont un traité analogue avec la Russie serait l'aile orientale... La réconciliation des Russes entre eux puis avec l'Occident (c'est-à-dire avec la France amie et alliée de la Tchéco-Slovaquie) par l'intermédiaire de ses Slaves de l'Ouest que sont les Tchèques est l'espoir suprême du gouvernement tchéco-slovaque. »

Quand le Quai d'Orsay autorise le gouvernement de Prague et celui de Belgrade — les deux éléments les plus dociles de sa politique — à se rapprocher de Moscou, il n'ignore pas qu'il prépare la gravitation des deux peuples slaves — éléments dominants de cette Petite Entente qui est l'épine dorsale du système européen conçu par la France — dans l'orbite de la Russie soviétiste. Il n'ignore pas qu'il désagrège la Petite Entente en en écartant l'élément antirusse représenté par la Roumanie, en en fermant l'entrée à la Pologne, autre élément antirusse.

A d'aussi graves et d'aussi brusques modifications de la politique française il n'y a qu'une explication plausible : notre bourgeoisie a absolument besoin d'un accord avec la Russie et doit s'employer désormais à le préparer.

Les Etats slaves de la Petite Entente et la France sentent plus que jamais la nécessité — vitale pour leur politique — de resserrer au maximum et dès à présent dans la mesure où ils ne risquent pas de surexciter les inquiétudes de l'Angleterre les liens déjà fort étroits qui les unissent.

Les Etats slaves de la Petite Entente et la France comprennent que la solidité de leur alliance ne sera assurée que si les trois nations parviennent à adopter une politique commune à l'égard de la Russie soviétiste. Etant donné, d'une part, les sentiments slaves et les intérêts de la Tchéco-Slovaquie et de la Yougoslavie ; étant donné, d'autre part, les intérêts politiques et économiques essentiels de la France, cette politique commune ne peut être qu'une politique de rapprochement.

Bien entendu, une évolution aussi délicate et difficile ne peut pas s'accomplir du jour au lendemain. Poincaré avait espéré d'abord qu'au premier geste de l'intermédiaire qu'il avait choisi, la Russie, émue et reconnaissante, se prosternerait à ses pieds, reconnaîtrait les dettes du tsar et indemniserait les capitalistes français expropriés. Le sang-froid et la fermeté avec lesquels le Pouvoir des Soviets a repoussé les bons offices de Benès, cet honnête courtier, ont déconcerté puis exaspéré le président du Conseil.

Afin de démontrer à Moscou que si la France a besoin de la Russie, la Russie n'a pas moins besoin de la France, Poincaré a momentanément renoncé à coqueter avec les Soviets. Il a déclenché contre eux une nouvelle offensive diplomatique. Il est parvenu à faire rompre les pourparlers russo-chinois. En reconnaissant brusquement la validité de l'annexion de la Bessarabie, il a saboté la conférence russo-roumaine. On peut prévoir qu'avant de céder aux justes revendications de la Russie, le gouvernement français mul-

tipliera de semblables provocations, qu'il tentera de jouer tous les atouts qu'il possède en Extrême-Orient et dans la Baltique, en Turquie et en Pologne.

Mais il ne parviendra pas à intimider la République prolétarienne. Celle-ci n'accordera à la bourgeoisie française que les concessions compatibles avec les intérêts des masses travailleuses européennes. En fin de compte, Poincaré et ses successeurs devront se résigner à composer. Ils seront contraints de céder. Le Comité des Forges, grand directeur de la politique extérieure française, se trouvera bientôt embarrassé par d'énormes stocks de demi-produits et de produits finis. L'immense marché russe est indispensable pour l'écoulement de ces produits. Et, d'autre part, tandis que la bourgeoisie française, ne possédant pas de disponibilités financières assez considérables pour concourir puissamment à la réorganisation économique de la Russie, a politiquement besoin de s'appuyer sur les Soviets, les Soviets peuvent à la rigueur se passer de l'appui français.

Dès aujourd'hui, tous les milieux d'affaires, tous les cercles politiques français jouissant de quelque influence escomptent la reprise des relations avec la Russie. Et les hommes qui en comprennent le mieux la nécessité sont sans doute — à l'exception peut-être de Millerand, qui n'a pas encore pardonné à la Russie soviétiste le lamentable fiasco de ses amis Koltchak, Denikine et Wrangel — ceux qui en parlent publiquement le moins, je veux dire les membres du gouvernement. Les faits, les réalités économiques et politiques vont de mois en mois pousser la France bourgeoise vers la Russie soviétiste avec une force de plus en plus irrésistible.

Les contradictions d'une majorité de gauche

Dans la phase de marchandages internationaux qui va commencer, la souplesse d'un Briand, d'un Barthou ou d'un Herriot peut être plus profitable aux intérêts de la bourgeoisie française que la sécheresse souvent maladroite d'un Poincaré.

Par contre, dans l'âpre lutte qu'ils devront soutenir contre leurs ennemis et leurs concurrents étrangers, ces habiles manœuvriers manqueront d'une ténacité et d'un traditionalisme qui gênent Poincaré en le cristallisant mais qui assurent à sa politique une remarquable unité. Ils manqueront du prestige de Poincaré. Ils ne domineront pas leur majorité comme Poincaré domine la sienne. Dans leurs propres troupes — et entre eux — bien des chocs se produiront.

La majorité du Bloc National est inexpérimentée, ignorante et stupide, mais cimentée par ses défauts mêmes, forte de ses faiblesses, toujours prête à se soumettre humblement à un chef autoritaire. Issue de classes moyennes mais édue sur un programme exclusivement nationaliste, elle est complètement dominée par le capitalisme impérialiste.

La majorité nouvelle que composera la demi-victoire probable du Bloc des Gauches — amas confus d'intérêts contradictoires — ayant à sa droite les représentants de la grande bourgeoisie d'affaires, à son centre les radicaux-socialistes mandataires de la paysannerie et de la petite bourgeoisie urbaine, à sa gauche les socialistes opportunistes contraints de donner des gages à leur clientèle prolétarienne, cette majorité hétéroclite sombrera dans l'incohérence. Elle manquera de stabilité. Elle oscillera constamment et sera par conséquent difficilement gouvernable. Des conflits de classes et des conflits d'ambitions la disloqueront sans cesse. Si faible qu'il puisse être parlementairement, le Parti Communiste sera en mesure d'exploiter et d'aggraver ces divisions.

La législature 1924-1928 fera couler sans doute d'abondantes cascades de ministres si elle n'est pas brutalement interrompue par la dictature bourgeoise qui doit, en France, précéder et préparer la dictature prolétarienne. Sous ce régime « démocratique », la politique française, tout en demeurant bon gré mal gré dans le cadre tracé par le Comité des Forges, manquera d'une qualité qui, depuis deux années surtout, a constitué son principal mérite et qui, en dépit d'énormes erreurs, a déterminé les succès éphémères de Poincaré : la continuité.

Jacques SADOUL.

PREMIER MAI 1924

Ce temps est celui des dictatures blanches, des renégats et des victoires du socialisme émasculé. — Mais la révolution ouvrière est commencée et il n'y a de salut qu'en elle.

Ce 1^{er} mai 1924 sera sans victoire. Ceux qui se souviennent bien des Premiers Mai d'antan souffriront peut-être du contraste. Il fut un temps où la Fête du Travail terrait chez lui le bourgeois blême, effaré à l'idée du « grand soir ». La grande frousse mobilisait les polices. De formidables manifestations ouvrières unanimes conquéraient la rue des cités industrielles. Hélas ! La guerre et le krach de la II^e Internationale ont piétiné les espoirs de ces temps révolus. Ce 1^{er} mai 1924 sera morne. Terreur blanche en Italie. Terreur blanche en Pologne. Terreur blanche en Espagne. Terreur blanche dans les Balkans. Montée du fascisme et déliquescence de la social-démocratie en Allemagne. Il y a bien en Angleterre un gouvernement ouvrier, mais qui construit des vaisseaux de guerre pour l'impérialisme. Il y a bien, encore, autre terre privilégiée, la France au pouvoir de Millerand-Poincaré avec ses deux C.G.T. dont l'une est jaune, son parti socialiste de contre-révolution, ses libertaires dévoyés...

Le temps présent est celui des dictatures blanches, des renégats et aussi — ces trois faits se tiennent indissolublement — des victoires du socialisme émasculé.

Que ce soit la réaction antidémocratique qui détienne le pouvoir ou que la bourgeoisie se sente encore assez de sécurité pour tolérer des institutions démocratiques, ou qu'elle ait besoin, dans son évolution vers la dictature catégorique, de formes transitoires, elle trouve toujours, à point nommé le socialiste qu'il lui faut, renégat complet, demi-renégat, tiers de renégat ou dirigeant actuel de « l'Internationale ouvrière ».

L'ex-socialiste Millerand préside aux destinées de l'impérialisme français. L'ex-rédacteur en chef de *L'Avanti*, Benito Mussolini, retape la monarchie italienne. L'ex-socialiste Woitechovsky préside aux destinées d'une Pologne vassale du Comité des Forges, dans les prisons de laquelle on martyrise des femmes. Le socialiste Ebert est président de cette république allemande où l'on vient de gracier l'assassin de Kurt Eisner, alors que Toller, Muhsam, Max Holtz, les vaillants de Hambourg et tant d'autres révolutionnaires subissent la prison sans espoir. Un « grand honnête homme socialiste », Ramsay Macdonald, défend contre les bolcheviks les intérêts du capitalisme anglais, arme l'Angleterre pour les prochaines guerres, laisse mitrailler des grévistes hindous. Le roi de Danemark vient de se pourvoir d'un gouvernement socialiste. Le roi des Belges — et du Congo-caoutchouc sanglant — a failli avoir le sien : ce n'est que différé...

C'est pourquoi ce 1^{er} mai sera sans victoire. Il est arrivé, au seuil du xx^e siècle, à la classe ouvrière, une tragique aventure. Ses organisateurs, ses éducateurs, ceux qui avaient créé et incarné sa conscience, ceux par qui elle pensait, ceux qui parlaient en son nom, l'ont trahie, nettement ou non, consciemment ou non. De là ses divisions, son désarroi, son recul momentanément, l'avance de la bourgeoisie, servie par tant de transfuges ouvriers. Mais l'aventure finit. Dans

quelques pays elle est finie. Scheidemann ne recommencera pas sa carrière.

Et c'est la dernière carte de la bourgeoisie qui se joue. Quand une classe ne peut plus dominer que dirigée ou appuyée par des transfuges de la classe ennemie, c'est qu'elle est bien malade. Si cette classe ne peut plus, en règle générale, ni donner du pain à ceux qu'elle exploite ni refaire la paix sur les ruines qu'elle a semées, c'est qu'elle est condamnée. Quand elle foule aux pieds ses propres égalités, déchire ses propres Constitutions, revient à la violence, s'inspire des méthodes révolutionnaires, c'est qu'elle se sent condamnée. Rappelons-nous qu'en Allemagne le capitalisme ne vit plus que d'expédients : il ne doit son salut qu'à la lâcheté des social-démocrates et aux canons de l'impérialisme français. L'avenir échappe à ce vieux monde.

Et c'est pourquoi ce 1^{er} mai, face à tous les ministres socialistes des bourgeoisies aux abois, face à tous les fascismes grisés de triomphes sans lendemains historiques possibles — ils ne rajeuniront pas le vieux corps décrépît de la société bourgeoise ! — nous osons affirmer que *jamais encore, malgré tant d'apparences contraires, la classe ouvrière n'a été plus forte et plus près du but.*

Jamais elle n'a été plus forte. Voici sept ans déjà qu'il y a une République du Travail, camp retranché dont les défenseurs ne faiblissent point, asile de tous les révolutionnaires vaincus, foyer de la III^e Internationale, école, exemple, force vive ! Les salisseurs et les baveux du socialisme embourgeoisé et de l'anarchisme dégénéré ont beau s'évertuer à la couvrir de boue. Les faits parlent plus haut que leurs haines. Entre leur impuissance et les sept années de résistance victorieuse de la révolution d'Octobre à la réaction mondiale, quel contraste ! Dans leurs moments de lucidité ils se rendent d'ailleurs bien compte que la révolution qu'ils insultent est leur plus sûr rempart : si elle n'était pas debout, de la Baltique au Pacifique, il y a beau temps que la bourgeoisie aurait broyé sous des rouleaux compresseurs perfectionnés les dernières organisations ouvrières insuffisamment domestiquées.

Jamais la classe ouvrière n'a été plus près du but. Entendons nous. Une société ne meurt pas, une société ne naît pas en quelques années. Le rythme de l'Histoire est d'une autre amplitude que celui de nos existences. Mais, si même nous étions au seuil d'un cycle de reconstruction capitaliste — ce qui ne paraît nullement être le cas — la révolution russe, la fin des démocraties bourgeoises, les victoires si édifiantes de la réaction, les palinodies du réformisme, les rivalités impérialistes, le réveil de l'Orient, facteurs multiples du développement de la conscience de classe des travailleurs, attesteraient encore que la révolution sociale *est bien commencée.*

Peu nous importe le nombre d'années qu'elle mettra à faire le tour du globe. Les faits nous donnent raison. L'avenir ne peut pas ne pas nous donner raison. « La révolution ou la Mort », écrit Raymond Lefèvre. Formule lapidaire : ou il faut admettre que le capitalisme peut *pourrir indéfiniment*, ou l'avenir est au communisme.

R. ALBERT.

Les Divergences de vues dans le P.C.R.

(Rapport du camarade Zinoviev, présenté à la réunion de l'Internationale Communiste du 9 janvier 1924.)

Camarades,

J'essaierai de dégager les points principaux de nos divergences de vue. Je pense que les questions suivantes sont les plus importantes :

1. Les discussions sur la nature du Parti bolchéviste et, en connexion avec elles, la question de savoir s'il est permis de constituer des fractions dans notre Parti.
2. L'appareil du Parti et la bureaucratie ouvrière.
3. Les jeunes et les vieux dans notre Parti.
4. La « dégénérescence » de la vieille garde, surtout du noyau de la vieille garde.
5. Les questions économiques.
6. Divergences de vue spéciales avec le camarade Trotski.
7. La proportion des forces dans le Parti.

La nature du Parti bolcheviste

Cette question constitue le point essentiel de notre discussion.

Notre Parti, détenant le pouvoir depuis plus de six ans, a bon nombre de caractères que l'on ne retrouve dans aucun autre parti communiste. Au cours de la discussion, un étudiant, de l'opposition, a dit que tout le malheur du P. C. R. consistait en ce qu'il était au pouvoir. C'est juste dans un certain sens. Mais seulement dans un certain sens ; car le fait qu'il est au pouvoir constitue en même temps toute la fortune de notre Parti. Pour s'exprimer correctement, il faudrait dire : Toute la difficulté du problème consiste précisément en ce que nous sommes devenus un Parti d'Etat.

L'histoire de notre Parti est fort singulière, voire unique dans l'Internationale. Nous avons une histoire de vingt-cinq années — de vingt années au moins si nous prenons comme point de départ l'an 1903 où se produisit la première scission du Parti socialiste démocrate russe en bolcheviks et mencheviks. La majorité des membres du Parti n'y est pourtant venue que depuis deux à trois années. D'autres partis se sont développés organiquement et successivement. Nous, au contraire, avons fait une tout autre évolution ; une période de préparation de 20 à 25 ans, dans l'illégalité ; puis l'afflux soudain d'un flot de jeunes camarades qui constituent maintenant la masse de parti.

La singularité de cette situation est caractérisée par les facteurs suivants :

1. Immensité du territoire. L'union de nos républiques ne comprend pas moins de la sixième partie de la surface du globe.
2. L'élément national. Nous avons, sur notre territoire, au moins cent nationalités et un Parti uni. L'élément national ne doit pas compter dans notre Parti. Nous possédons une organisation unie, internationale, ce qui entraîne de grandes complications.
3. Le caractère économique multiforme de la Russie. Dans un de ses travaux (1), Lénine a rappelé que nous possédons dans la Russie soviétique différents systèmes d'économie : un système purement industriel, où l'on peut parler en effet de communisme, mais aussi toute une série de systèmes réellement arriérés, rappelant les formes sociales du moyen âge. Ainsi, le caractère économique disparate de la Russie complique à l'extrême le travail du Parti.
4. La majorité de nos effectifs est composée de camarades venus depuis relativement peu de temps au Parti.

(1) N. Lénine, *L'impôt en nature*, et discours au 4^e Congrès mondial de l'I. C.

Nous avons en ce moment 300.000 membres. De ces 300.000 camarades, 2.500 ont appartenu au Parti avant 1905, c'est-à-dire avant la première révolution, 7.900 camarades ont adhéré au Parti jusqu'à 1917, ce qui fait en tout à peu près 10.000 camarades membres du Parti avant 1917. En 1917, nous eûmes 35.000 nouveaux adhérents, de sorte qu'en 1918 nous avions 50.000 camarades. En 1918, viennent à nous 63.000 nouveaux ; en 1919, 107.000 ; en 1920, 120.000 ; en 1921, 40.000 ; en 1922, nous avons décidé de ne plus recevoir de nouveaux membres.

Ainsi, les trois quarts de nos membres ont adhéré au Parti en 1920 et 1921. Quoique nous ayons une histoire de vingt-cinq années, nos effectifs se composent aux trois quarts de camarades qui n'appartiennent au Parti que depuis deux ou trois ans. Facteur essentiel dont il faut tenir compte si l'on veut comprendre notre Parti.

Tout parti connaît des fluctuations, car des gens le quittent et des gens y adhèrent. Mais, chez nous, les choses se présentent autrement. 50.000 camarades s'affilièrent jusqu'en 1918 ; puis, un afflux énorme qui nous porta à près d'un million d'effectifs. Il y eut un temps où nous dépassâmes le chiffre de 700.000. L'épuration du Parti élimina environ 250.000 personnes ; d'autres partirent elles-mêmes, 400.000 camarades environ nous sont restés. De telles fluctuations d'effectifs ne se laissent naturellement observer dans aucun autre pays. Elles nous ont causé de très grandes difficultés.

Ajoutez-y encore la division du travail dans le Parti. Nous gouvernons le pays, nous avons l'Etat en main. Ainsi, nous devons fournir le diplomate rouge, le directeur rouge de fabrique, le coopérateur, l'économiste, le rédacteur, etc., etc.

Considérez les couches les plus importantes du Parti. Vous y verrez — je ne parle que de l'essentiel :

1. Une partie, la meilleure, d'environ 50.000 à 60.000 camarades ouvriers travaillant à l'usine.
2. Une autre partie, la meilleure en deuxième lieu, d'environ 60.000 petits paysans.
3. Des soldats de l'armée rouge, 40.000, dont la majorité n'est pas sous les armes mais assure les services dans l'administration, l'intendance, etc.
4. Des étudiants, dont la majorité se compose d'ouvriers ; environ 40 à 50.000 camarades.

Le reste se répartit sur différents groupements moins importants, à savoir : militants des syndicats, spécialistes économiques, etc., à peu près une dizaine de tels groupements, se subdivisant à leur tour.

Si nous analysons la composition du Parti selon l'origine sociale de ses membres, nous trouvons que la grande majorité du Parti se compose de prolétaires. Cependant, les ouvriers travaillant encore aujourd'hui dans les usines, ne constituent qu'une minorité dont le nombre est de 56 à 60.000.

Il faut bien tenir compte, camarades, de la profonde division du travail dans le Parti, qui est tout à fait inévitable. Sans cette division du travail, il est impossible de gouverner l'Etat. Elle a pourtant des aspects négatifs.

N'oubliez cependant pas que nous avons dans le Parti un fort groupe de camarades qui ont appartenu autrefois à d'autres partis, anarchistes, socialistes-révolutionnaires, mencheviks et autres. Il s'agit de 25 à 26.000 camarades, parmi lesquels beaucoup ont déployé autrefois dans les partis auxquels ils appartenaient une activité dirigeante. C'est certainement un phénomène positif indiquant que nous avons battu tous les autres partis et conquis leurs meilleurs éléments. D'autre part, c'est un fait qu'il y a encore chez nous des éléments incomplètement assimilés. Il ne faut pas l'oublier.

Le dernier élément dont il faut tenir compte est notre monopole de la légalité. Voyez quelque autre

pays, l'Allemagne par exemple. Vous y verrez plusieurs partis ouvriers. Chacun se place dans le parti pour lequel il a effectivement le plus de sympathie. Chez nous, il n'en est pas ainsi. Il est impossible de réaliser la dictature du prolétariat sans anéantir tous les autres partis, sans s'assurer par conséquent le monopole de la légalité. Ce monopole est un des signes visibles de la dictature du prolétariat. Il n'en peut être autrement. Il comporte à côté de ses avantages de grands désavantages. Une nouvelle génération surgit, parmi les soldats de l'armée rouge, en partie aussi parmi les ouvriers, les éléments actifs de la petite-bourgeoisie et de la jeunesse. Tous cherchent un champ de bataille, des possibilités d'assouvir leur soif d'action, et ne trouvent rien en dehors de notre Parti. D'aucuns arrivent ainsi à soutenir notre Parti, voire à y adhérer, seulement parce qu'il n'y en a pas d'autres, et non pas parce qu'ils sont de véritables communistes. Il faut donc voir clair et se rendre compte que certains éléments ne sont chez nous que parce que nous avons le monopole de la légalité.

Telle est à peu près la structure de notre Parti. Notre attitude dans la question des fractions s'en déduit. Vous savez qu'à l'époque de la 2^e Internationale, tous les partis ont eu les mêmes fractions, Rosa Luxembourg, Lénine et Clara Zetkin formaient une fraction de la 2^e Internationale, sa gauche. Dans tous les partis, il y avait une gauche et une droite. Dans la 3^e Internationale, il ne devait plus en être ainsi. Nous ne pouvons tolérer des fractions qu'exceptionnellement. Autrement, la mission historique de la 3^e Internationale ne saurait s'accomplir. Nous considérons tous la 3^e Internationale comme une organisation qui doit être un seul bloc. Sa mission historique est fondamentalement différente de celle de la 2^e Internationale. Elle ne doit pas être un tohu-bohu de tendances, de nuances, etc.

Voyez les jeunes membres du Parti. Nous avons cinq à six générations : une jusqu'à 1905, une jusqu'à 1917, une de 1917, une de 1918, une de 1919 et une de 1920, cinq générations plus la division du travail, c'est-à-dire au moins dix grands groupes ouvriers, petits paysans, organisateurs d'industrie, soldats rouges, étudiants, etc. Si vous multipliez les deux facteurs, vous obtiendrez déjà cinquante combinaisons. Tout cela doit être tenu par un lien, celui de la discipline du Parti. Si vous ajoutez à ces cinquante combinaisons la liberté d'action des fractions, vous obtiendrez dans chacune de ces cinquante catégories encore cinq nouvelles possibilités de combinaisons ; vous multipliez les dangers par cinq, ce qui doit conduire à la décomposition générale. C'est pourquoi la formation de fractions dans notre Parti est mille fois plus dangereuse que dans n'importe quel autre parti.

Figurez-vous, je vous en prie, ce que signifierait par exemple dans l'armée rouge la constitution des fractions. Deux fractions dans l'armée rouge, cela signifie plus d'armée rouge ; deux fractions dans le Guépéou (Administration de sûreté politique), c'est la fin du Guépéou. Ce que d'aucuns veulent pourtant !

Je vous prie, camarades, de vous représenter toujours l'esquisse de la structure de notre Parti que je vous ai tracée, si vous voulez comprendre ce que notre Parti est à présent. Il est certainement facile de déclarer, comme le font les mencheviks : « Voyez ce parti ! Que de groupes, de sous-groupes, etc., et si peu d'ouvriers dans les fabriques ! Et c'est un Parti communiste ! » Soit bavardage que tout cela. Pour un parti qui est au pouvoir, qui a à surmonter des difficultés tout à fait extraordinaires et qui se trouve dans une situation particulièrement compliquée, nous sommes d'avis que le noyau bolchéviste du Parti, les ouvriers mûris pendant les vingt-cinq années de travail préparatoire et qui en 1917-1918 se trouvaient être pour ainsi dire des membres multipliés, que ces éléments seuls constituent le ciment du Parti sans lequel toutes les couches ci-dessus mentionnées se désagrègeraient en peu de temps.

En présence de cette constitution du Parti, on vient poser à l'intérieur du Parti la revendication de la

démocratie ouvrière. La démocratie ouvrière est un problème relativement simple pour tous les autres partis. En Allemagne, il ne s'agit que de la question de la légalité. Si nous sommes légaux, nous pouvons réaliser la démocratie ouvrière. Si, par contre, nous ne sommes qu'à demi-légaux ou tout à fait illégaux, nous devons nous conformer à ces conditions de lutte et restreindre quelque peu la démocratie. Si nous n'avons pas à craindre la police, nous avons à affronter toute une série de difficultés objectives, sociales, dues au fait que nous travaillons dans un pays où la classe paysanne a la majorité, et où nous rencontrons encore toutes les autres difficultés que je vous ai déjà décrites.

Le bolchévisme a combattu dès le début le menchevisme sur la question de la démocratie ouvrière. Bolchévistes, nous étions avant 1905 des antidémocrates. Lénine était un antidémocrate prononcé. Le bolchévisme soutenait alors cette thèse. Nous ne pouvons réaliser la démocratie ouvrière dans un pays où règne l'absolutisme, nous ne pouvons élire nos comités. Dans les temps difficiles, il y avait par exemple chez nous une tradition consistant à ne pas élire tout le Comité Central. Le Congrès élisait trois camarades, dont un seul était nommé, pour qu'on eût une adresse. Le Congrès même ne devait pas savoir les vrais noms des élus. Ces élus avaient le droit de coopter d'autres camarades. Il en était de même pour les comités locaux. Les mencheviks, qui glorifiaient dès alors la démocratie au sens petit-bourgeois, qualifièrent Lénine d'« autocrate », de « bureaucrate », etc. (1). On vit même Rosa Luxembourg (2) railler Lénine, demander elle aussi : « Qu'est-ce que la démocratie ? » Elle ne comprenait pas la situation.

Lorsque la révolution de 1905 éclata, nous commençâmes immédiatement à réorganiser le Parti. Mais la période de la légalité ne fut que de courte durée.

On peut distinguer, en général, dans l'histoire du bolchévisme les périodes suivantes :

Première période jusqu'à 1905. Nettement antidémocratique.

Deuxième période (1905 à 1907). Liberté relative, commencement de l'introduction d'une certaine démocratie dans le Parti.

Troisième période (1908 à 1910). Contre-révolution, aucune démocratie.

Quatrième période (1911 à 1914). Le mouvement ouvrier ressuscite, parution de la *Pravda* à Pétersbourg, bizarre combinaison de légalité et d'illégalité.

Cinquième période. Illégalité complète d'août 1914 jusqu'à 1917. Pendant tout ce temps, le Comité Central ne se compose que de deux camarades : Lénine et Zinoviev, qui vivent tous deux en Suisse. Aucune démocratie.

Sixième période (1917 à 1921). Guerre civile, mobilisation générale, suprême tension de forces. Discipline réellement militaire.

A partir de 1921, on commence à parler de la démocratie ouvrière.

Au 10^e Congrès, en 1921, sont discutés trois groupes de questions qui étaient toutes d'une extrême importance.

1. *L'introduction de la nouvelle politique économique.* La question surgit pendant l'insurrection de Cronstadt. Lénine fut rapporteur. Le Congrès décida à l'unanimité de passer à la nouvelle politique économique.

2. *L'introduction de la démocratie ouvrière dans le Parti.* Boukharine rapporteur parla au nom du Comité Central. On décida à la presque unanimité de passer à la démocratie dans le Parti.

(1) N. Lénine. Un pas en avant, deux pas en arrière. Genève 1904 (en russe).

(2) Rosa Luxembourg. Questions d'organisation dans la social-démocratie russe. *Neue Zeit*, 1904.

3. *La question des fractions.* Lénine fut de nouveau rapporteur. Décision fut prise contre la formation de fractions. Le Congrès décida d'exclure du Parti ceux qui constitueraient des fractions.

La décision sur l'introduction de la démocratie ouvrière une fois prise, Lénine prononça un discours qui fut une douche froide pour tous ceux qui s'échauffaient trop en faveur de la démocratie. Lénine (*) déclara entre autres :

« Il n'est pas vrai que nous n'attirions pas les masses au travail. Au contraire, tout talent si peu remarquable qu'il soit, toute qualité personnelle, si peu qu'elle apparaisse au-dessus de la moyenne, trouve chez nous le plus sincère appui. Nous ne manquons plus que d'une chose : que notre situation soit un peu plus facile. Nous avons maintenant besoin d'une ou de deux années de repos pour nous relever de la famine. Il ne nous en faut pas moins. Du point de vue de l'histoire, c'est un délai extrêmement court : eu égard à notre situation, c'est une période assez longue. Une à deux années pour nous relever de la famine, une à deux années d'approvisionnement réguliers en combustibles, pour remettre en activité les fabriques et nous obtiendrons de la part de la classe ouvrière un appui cent fois plus grand, nous verrons surgir de ses rangs un nombre beaucoup plus grand de talents. Personne n'en doute. Personne ne peut en douter. »

Voilà, camarades, comment se pose la question de la démocratie ouvrière. Vous comprendrez que beaucoup d'éléments à demi-petits-bourgeois, comme nous, en avons aussi dans le parti, convoitent la démocratie dans le sens qui leur est propre. Que la démocratie se fasse ou que le monde périsse ! Nous, par contre, nous défendons le point de vue que feu Georges Plékhanov formulait en 1923, lorsqu'il était encore marxiste révolutionnaire — il fut bolchévique pendant quelque temps — comme suit :

« Tout principe démocratique doit être considéré non pas en soi, dans son abstraction, mais dans ses rapports avec le principe qu'on peut considérer comme le principe fondamental de la démocratie, à savoir : Le salut du peuple est la loi suprême. Dans un langage révolutionnaire, cela veut dire que le succès de la révolution est la raison suprême. Et si pour le succès de la révolution une restriction temporaire de l'application d'un principe démocratique était nécessaire, ce serait un crime de s'y refuser. A mon avis personnel, même le principe du suffrage universel doit être jugé du point de vue du principe fondamental de la démocratie, que je viens de mentionner. Nous pouvons admettre une hypothèse dans laquelle, social-démocrates, nous nous prononcerions contre le suffrage universel. La bourgeoisie des républiques italiennes a retiré en son temps les droits politiques aux représentants de la noblesse. Le prolétariat révolutionnaire pourrait de même restreindre les droits politiques des classes supérieures. On ne saurait juger de l'utilité d'une telle mesure que du point de vue du *salus revolutionis suprema lex*. Dans la question du maintien des Parlements, nous devons nous conformer au même point de vue. Si le peuple élit à la suite d'un élan révolutionnaire un Parlement excellent — une sorte de Chambre introuvable — nous aurions à nous efforcer de prolonger cette législation. Si au contraire les élections nous étaient défavorables, nous devrions tâcher de chasser ce Parlement non en deux ans, mais si possible, en deux semaines. » (**)

Ainsi parlait Plékhanov en 1903. Nous défendons aujourd'hui ce point de vue. Bien des éléments d'esprit petit-bourgeois qui ne sont pas encore tout à fait acquis au menchévisme sont fascinés par la démocratie en soi. On n'arrive à le comprendre que si l'on considère les choses dans une perspective de classes. Nous vivons dans un pays agricole qui a de fortes couches sociales petites-bourgeoises.

Je pense, camarades, qu'après tout ce que je vous ai exposé jusqu'ici, vous ne serez pas trop étonnés de ce que la question de la formation de fractions ait suscité

(*) Voir le compte rendu du X^e Congrès. Pétersbourg 1921 (en russe).

(**) Voir procès-verbal du II^e Congrès (de Londres) du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, Genève 1903 (en russe).

chez nous des luttes d'une telle acuité. Nous déclarons : deux fractions dans le parti équivalent à nos noyaux de deux gouvernements, deux fractions dans l'armée rouge constituent des germes de deux armées. Il en est de même pour l'appareil d'Etat tout entier. L'appareil d'Etat se trouve, comme vous savez tous, au point de vue formel — cela va sans dire — complètement entre nos mains. Partout il est dirigé par des communistes. Mais matériellement, en effet, il se trouve encore en partie aux mains des éléments de l'ancien régime. Lénine a appelé notre appareil d'Etat d'une façon un peu exagérée un vieil appareil « tsariste ». (*)

En partie, notre appareil d'Etat l'est encore en réalité. On y suit à présent avec une extrême attention notre discussion. Tous les techniciens, ingénieurs, spécialistes, vieux fonctionnaires attendent quelle tournure prendront les choses. Il va sans dire qu'une lutte de fraction dans notre Parti, qui détient le pouvoir, constitue le commencement de la formation de deux gouvernements. Si même dans les pays bourgeois, comme par exemple en Angleterre, une lutte au sein du parti libéral, conduit rapidement à la formation de deux gouvernements, cela doit encore être d'autant plus le cas chez nous, qui n'avons pas de démocratie, mais une dictature de classe dans un pays dont la majorité se compose de paysans.

Appareil du Parti et bureaucratie ouvrière

Je passe maintenant au deuxième point en discussion, à la question de l'appareil du parti.

Il faut d'abord distinguer l'appareil du parti et l'appareil de l'Etat. J'ai déjà dit que l'appareil d'Etat se trouve formellement dans nos mains, mais qu'il nous faut encore de longues années d'efforts pour nous en emparer entièrement et effectivement. Nous devons encore éduquer toute une génération des nôtres pour les rendre capables de dominer effectivement cet appareil. Il est en effet en partie détestable, bureaucratique, pourri, ce que nous avons toujours su. Il faut l'améliorer. A cette fin que nous fait-il ? Un bon Parti communiste. Si nous avons, dans le Parti, 15.000 braves prolétaires, nous sommes tout de même encore loin de pouvoir assainir l'Etat. Parce qu'on ne peut pas vaincre la bureaucratie avec des résolutions, des meetings, des paroles. Vous pouvez, camarades, constater un phénomène très intéressant dans toutes les réunions de discussion. Ce sont précisément les bureaucrates les plus avérés de l'Etat qui font semblant d'être les meilleurs démocrates, qui aiment à adopter toutes sortes de résolutions démocratiques, qui se donnent les allures les plus démocratiques. Pourtant, les choses resteront comme elles sont. Afin de prendre vraiment le bureaucrate d'Etat au collet, il nous faut en premier lieu un fort appareil de parti. En d'autres termes : il ne suffit pas de résolutions ; nous devons avoir, en outre, grâce à un instrument convenable, la possibilité de mater effectivement les bureaucrates. Avec des résolutions, vous n'arriverez à rien. Le bureaucrate vous présentera lui-même des centaines de résolutions démocratiques sans que rien ne change. C'est pourquoi l'appareil du Parti a une si grande importance pour le maintien de notre pouvoir.

Lorsque Lénine flétrit notre appareil d'Etat de sa caractéristique impitoyable, il fit appel au Parti et à l'appareil du Parti, il fit des propositions concrètes en vue de transformer l'appareil du Parti, il nous montra comment tirer le bureaucrate par l'oreille...

Nous n'ignorons pas ce que signifie la bureaucratie ouvrière. J'ai moi-même étudié le destin de la bureaucratie dans la social-démocratie allemande. J'ai essayé en son temps de (**) démontrer aux ouvriers russes par quoi la social-démocratie allemande a péri, c'est-à-dire

(*) N. Lénine : Comment réorganiser l'inspection ouvrière et paysanne ? *Pravda*, 25 janvier 1923, n° 16.

Voir aussi : N. Lénine. Discours prononcé au IV^e Congrès mondial de l'I. C. Procès-verbal Hambourg 1923.

(**) G. Zinoviev. *Guerre et Socialisme*. Pétersbourg 1920 (Russe). Voir aussi : G. Zinoviev. *Démocratie ouvrière et renouvellement de l'appareil du Parti*. Recueil I. La discussion du Parti. « Pour le Parti, pour le léninisme ». Pétersbourg 1924 (en russe).

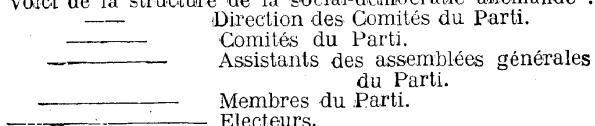
quelles étaient les racines sociales de son opportunisme. Je citais trois éléments principaux pour expliquer les causes de son déclin :

1. L'existence de « suiveurs » petit-bourgeois, pour lesquels la social-démocratie allemande organisait lors de toutes les campagnes électorales un énorme concours avec la bourgeoisie, tout en abandonnant l'un après l'autre les principes du marxisme ;

2. La croissance rapide et l'influence croissante de l'aristocratie ouvrière (couches économiquement privilégiées de la classe ouvrière), et

3. La naissance d'une bureaucratie ouvrière, sœur jumelle de l'aristocratie ouvrière, l'importance croissante de cette bureaucratie dans le mouvement prolétarien en général et dans la politique du Parti en particulier.

Citant Robert Michels (*) j'ai tracé le diagramme que voici de la structure de la social-démocratie allemande :



Et j'ai fait l'observation suivante :

« La base de la pyramide est représentée par les électeurs social-démocrates au nombre de 4 millions. Vient au-dessus une couche encore assez forte de membres du Parti, à peu près un million d'hommes. Ensuite les participants aux réunions générales du Parti, qui sont déjà moins nombreux. Au-dessus de ceux-ci un petit groupe dirigeant de fonctionnaires du Parti. A la pointe de la pyramide nous trouvons enfin les petits cadres des fonctionnaires les plus éminents du Parti — les comités de direction. »

Les trois éléments principaux ci-dessus mentionnés constituent tous des facteurs contre-révolutionnaires, et Antoine Pannekoek (**) avait parfaitement raison dans les articles critiques qu'il consacra à ces aspects de la social-démocratie. La bureaucratie ouvrière était, est et restera une caste réactionnaire. Néanmoins, nous avons dû constater dès alors qu'un mouvement ouvrier embrassant les grandes masses ne pourrait pas tout à fait se passer d'un certain appareil bureaucratique. Si nous n'avons que mille membres, nous pourrions nous passer facilement de fonctionnaires rétribués. De plus forts effectifs cependant ne peuvent pas se passer d'un certain nombre de bureaucrates ouvriers rétribués. En somme, il s'agit d'organiser les choses de sorte que nous ayons une *bonne* bureaucratie ouvrière qui soit véritablement liée à la masse ouvrière.

La bureaucratie ouvrière de notre Parti ne saurait être qualifiée de particulièrement mauvaise. C'est précisément la tradition des bolcheviks, qui ont lutté durant des années contre les mencheviks et qui ont été sélectionnés par cette lutte, qui nous a aidés à créer un appareil de parti plus ou moins utilisable. Cet appareil n'est même pas trop fort. 18.000 camarades font marcher les rouages d'un appareil embrassant un territoire immense (un sixième de la surface du globe !). Sur ces 18.000 camarades, plus de la moitié sont des collaborateurs techniques, 7 à 8.000 seulement ont une activité politique. Ce pourcentage ne nous apparaît pas comme excessif. Il ne faut d'ailleurs pas perdre de vue que notre appareil de parti n'est pas seulement orienté vers la propagande et l'agitation, comme en d'autres pays, mais qu'il s'efforce surtout de régler la marche de la machine de l'Etat. L'appareil du Parti doit aujourd'hui intervenir dans toutes les questions, qu'il s'agisse d'une mobilisation de l'armée, d'une distribution d'obligations de l'emprunt or ou de n'importe quelle campagne dans les régions agricoles. Nous sommes d'avis que l'appareil de notre Parti, en ce qui concerne sa qualité, est ce que le Parti peut produire de meilleur, et qu'il en constitue la ferme ossature. Si notre opposition commence à le critiquer de manière à opposer le Parti à l'appareil du Parti, nous déclarons qu'une telle position n'est absolument pas bolchéviste. Une telle comparaison est inadmissible et ressemblerait à une tentative d'opposer le

squelette à l'homme tout entier. Il va sans dire que le squelette ne suffit pas : les os ont besoin de muscles.

L'appareil du Parti constitue l'ossature du Parti. Nous n'ignorons pas qu'il y a aussi des maladies des os, voire des maladies incurables ; mais il n'en est pas ainsi chez nous. Il n'y a que des éléments à demi-menchevistes qui ne peuvent pas supporter le poing bolcheviste, le centralisme bolcheviste, le poing qui, seul, est véritablement capable de s'imposer aux bureaucrates. Il n'y a que ces éléments qui ne cessent de gémir que l'appareil est une armure et une armure insupportable. Elle n'est, répondons-nous, que pour les éléments qu'il faut tenir au piquet.

Une petite minorité a commencé une grande campagne contre l'appareil du Parti. Les camarades de « l'opposition » tombent dans des conceptions mi-menchevistes. C'est pourtant une arme par trop primitive et une insinuation bien démagogique, que de dire maintenant : « Ah ! Ah ! Vous prétendez donc que Trotsky et Radek seraient des mencheviks ? » On ne devient ni bolchévik, ni menchevik en une seule nuit. On n'évolue que peu à peu. Cela dure parfois des mois, parfois même des années. Ce que nous constatons, c'est seulement que cette orientation révèle une évolution se produisant dans la direction du menchevisme. Cette conception du vieil appareil du Parti bolchéviste nous rappelle vivement nos anciens désaccords avec les mencheviks.

Si Radek et d'autres camarades revisent à présent leur point de vue, notre querelle actuelle ne nous apparaîtra après quelques semaines que comme un épisode, comme un mauvais songe qui sera vite oublié. Mais si l'« opposition » persiste dans ses erreurs ou si elle essaie d'édifier sa fausse conception sur une plate-forme elle en arrivera au menchevisme.

Je vous rappelle le premier différend dans le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, au II^e Congrès, à Londres en 1903, qui se termina par la première scission du Parti entre bolcheviks et mencheviks. Par quoi la scission fut-elle alors provoquée ? Lénine l'a comprise dans la ligne des divergences que voici. Il s'agissait de discuter le premier paragraphe des statuts du parti, traitant de la qualité de membre du Parti. Deux projets étaient en présence, un de Lénine et un de Martov (1). Le projet de Lénine disait : « Pourra être membre du Parti, quiconque en accepte le programme et soutient le Parti, tant de ses moyens matériels que par sa participation personnelle au travail d'une des organisations du Parti ». Le texte du projet de Martov disait par contre : « Pourra être membre du Parti quiconque en admet le programme, soutient matériellement le Parti et lui accorde un appui personnel régulier sous le contrôle du Parti. »

Martov, soutenu par Paul Axelrod, préconisait donc une forme d'organisation moins serrée, plus libre, plus indéfinie. Lénine, dont le compagnon d'armes était alors Plekhanov, préconisait par contre une organisation réelle et ferme de révolutionnaires disciplinés.

C'est ainsi que se présenta dès le début la divergence d'opinion des deux tendances. Bien que des camarades pensassent alors que toute la querelle n'était qu'un vain jeu de mots, Lénine, par contre, sur la base de ces seules différences, savait bien reconnaître les deux tendances. Il écrivait :

« Notre Parti s'est divisé en deux camps : ceux des jacobins et des girondins de la révolution prolétarienne. »

Sagacité géniale.

Eh bien ! camarades, comparez les divergences de vues qui nous séparent aujourd'hui de l'« opposition » avec celles d'il y a vingt ans. Vous trouverez que ces divergences sont aujourd'hui, en 1923, beaucoup plus grandes qu'en 1903. Pourtant elles ne réclament nullement une scission du Parti. Je le répète : si la minorité reconnaît ses erreurs et les abandonne au bout de quelques semaines, la dispute restera

(*) Robert Michels. La sociologie des partis dans la démocratie moderne. Leipzig 1911.

(**) Antoine Pannekoek : *L'impérialisme et les tâches du prolétariat*. 1915.

(1) Voir procès-verbal du II^e Congrès (de Londres) du Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Genève 1904 (en russe). Voir aussi : G. Zinoviev. *Histoire du Parti Communiste de Russie*. 1923, chapitre 3.

(2) Voir compte rendu sténographique du VIII^e Congrès soviétique panrusse. Moscou, 1921 (en russe).

un épisode peu important. Mais si, au contraire, on cherche à réunir toutes ces tendances, qui sont visibles déjà aujourd'hui et qui continueront encore à se révéler, si on s'efforce de s'y accrocher et de les pousser jusqu'à formuler une plate-forme, un abîme s'ouvrira entre les deux tendances plus large que celui qui nous a séparés autrefois des mencheviks.

La minorité essaye, comme toujours, de masquer sa position. Il va sans dire qu'elle ne s'affirme pas contre l'appareil du Parti bolchéviste, qu'elle se prononce « seulement » contre le bureaucratisme de l'appareil qui serait trop ossifié, qui devrait être renouvelé, etc. Il est naturel que nous combattons tous une ossification de l'appareil. Mais où en sont les choses avec le bureaucratisme ? Nous le combattons depuis des années ouvertement dans l'appareil d'Etat. Au VIII^e Congrès des Soviets en décembre 1920, un rapport spécial a été consacré à la question de l'amélioration des organes soviétistes et à la lutte contre le bureaucratisme. La lutte contre le bureaucratisme s'est donc poursuivie publiquement. Le Comité central du Parti m'avait alors désigné comme rapporteur (2). En 1920, les mencheviks étaient encore un Parti légal. Martov qui participait à ce Congrès, nous railla : « Après trois ans de dictature, voici que vous déclarez la guerre à la bureaucratie ! » Nous répliquâmes à ces messieurs : « Riez tant qu'il vous plaira, il faudra combattre le bureaucratisme pendant des années encore ». Dans ses discours, Lénine disait : « Celui qui croit que le bureaucratisme pourrait disparaître au bout de quelques mois, est un charlatan, car le bureaucratisme est profondément enraciné dans la structure du pays, dans toute son histoire sociale. » Notre pays compte beaucoup d'illettrés, il fut durant des siècles gouverné bureaucratiquement sous le tsarisme, la corruption y était un phénomène général sous le régime absolutisme et est devenue une habitude. Le pays est pauvre, ce qui favorise également le bureaucratisme. Nous avons eu quelquefois à répartir dix paires de bottes parmi trois cents personnes. Comment nous y sommes-nous pris ? Nous avons lancé des ordres et des contre-ordres, nommé des commissions spéciales. Cela n'a fait que fortifier le bureaucratisme.

Voici la conclusion de Lénine : Pour anéantir le bureaucratisme il faut d'abord avoir assez de forces ; c'est-à-dire que le pays ne doit plus être si pauvre. En outre, il faut supprimer l'analphabétisme, écraser la corruption. En d'autres termes élever le niveau de culture de la classe ouvrière.

Nous posons à présent la question de la même façon. A ce point de vue nous ne pouvons pas encore développer de perspectives d'avenir en tons roses. Nous ne pouvons rien promettre. Peut-être le camarade Radek pourra-t-il nous promettre que si on lui donne la démocratie ouvrière (*interruption de Radek* : Non, je ne puis le promettre...) — eh bien, sinon Radek peut-être le camarade Trotsky le ferait — il supprimera le bureaucratisme en Russie en six mois ou si vous voulez en un an. En ce qui nous concerne nous ne saurions rien promettre de semblable. Nous disons ouvertement que nous aurons besoin d'années pour y parvenir, la condition première étant le relèvement du niveau culturel du pays et la suppression de l'analphabétisme.

Les choses ne se présentent point comme si Radek et Trotsky haïssaient le bureaucratisme, tandis que nous, Comité Central, nous l'aimerions. Il s'agit, camarades, d'autre chose, à savoir de la signification de l'arrature de fer que constitue l'appareil du parti bolchéviste, qui chez nous est vraiment un instrument de lutte contre le menchevisme. C'est précisément cet instrument de fer qu'on hait, parce qu'il cause bien des désagréments à certains ennemis.

Les vieux et les jeunes

Je passe au troisième point de nos divergences, à la question des vieux et des jeunes dans notre parti. Sur ce point, camarades, vous avez déjà une certaine expérience datant de l'Internationale précédente, surtout du mouvement ouvrier allemand. Vous savez bien ce qu'étaient en Allemagne vers la fin du siècle passé les soi-disant jeunes. Ces « jeunes » avaient alors les allures très extrémistes, mais ils ne constituaient

en réalité qu'une subdivision du révisionnisme. Engels avait alors parfaitement raison en écrivant à Bebel : « Moi, le vieux, et toi, nous sommes pour ainsi dire les seuls jeunes dans le parti. » Je pense, camarades, que notre soi-disant vieille garde bolchéviste peut dire d'elle-même avec autant de raison qu'Engels qu'elle représente la véritable jeunesse du parti. Il ne s'agit vraiment pas de vieux paons qui voudraient forcer leurs enfants à être sages et obéissants ! La vieille garde bolchéviste n'est pas si bête. Elle représente quand même quelque chose dans l'Internationale et a déjà prouvé qu'elle sait élever un parti bolchéviste.

De quoi s'agit-il donc dans notre querelle ? On peut observer dans la jeunesse une double tendance. Toute la jeunesse ouvrière est de notre côté. La jeunesse ouvrière de Moscou, de Pétersbourg, de l'Ukraine, de l'Oural, et la jeunesse ouvrière de tous les autres centres industriels a rallié sans hésitation la position des « vieux » et déclaré catégoriquement : « Tout doux, les vieux sont nos maîtres ! » La jeunesse estudiantine par contre, s'est immédiatement scindée. A Moscou, la majorité de la jeunesse estudiantine a même été contre la vieille garde bolchéviste. C'est un phénomène intéressant et bizarre. Nos étudiants comprennent un grand nombre d'ouvriers, mais aussi de nombreux éléments d'origine petite-bourgeoise. Ainsi les sympathies des étudiants moscovites se sont immédiatement divisées. Ceux qui se dressaient contre nous lancèrent tout de suite le cri de guerre : Par ici les jeunes, par là les vieux ! Mais nous, nous ne connaissons pas de problème de l'âge ; il ne s'agit pour nous que de la ligne politique.

Le camarade Trotsky a publié un article dans lequel il cherchait, sous une forme dont on n'aurait jamais cru capable un camarade tel que Trotsky, je dirais même de façon vulgaire à exciter les jeunes éléments du parti contre la vieille garde. Qu'est-ce qui l'a poussé à cette démarche ? Je pense, camarades, qu'il ne s'est servi des arguments vulgaires que parce que de meilleurs arguments lui ont manqué. Trotsky tâche de s'appuyer sur les milieux les plus accessibles à son point de vue, point de vue qui constitue dans un certain sens un bolchévisme révisé. Il lui fallait une base, il l'a trouvée parmi les étudiants, et aussi parmi certains éléments de l'armée rouge. Il va sans dire que nous ne lui faisons pas cadeau de ces minorités, et que nous les gagnerons pour notre point de vue. Ce ne sera naturellement que petit à petit. Il nous faudra quelque temps, l'éducation marxiste n'étant pas encore profondément enracinée dans ces couches, la démagogie réussit facilement à y obtenir un succès temporaire. Prébrazjensky par exemple, se rend à l'Université Sverdlov et y tient à peu près la harangue suivante : « Vous étudiez à l'Université Sverdlov qui constitue une grande conquête culturelle pour nous tous. Vous cherchez à vous assimiler le marxisme. C'est une grande et importante tâche. Mais pourquoi avez-vous besoin de l'étude du marxisme puisque vous ne pourrez pas utiliser vos lumières scientifiques dans la vie pratique ? »

Il est naturel que Prébrazjensky ait récolté à bon marché les applaudissements d'une partie des étudiants qui, bien qu'étudiant le *Capital* de Marx depuis six mois, ne gouvernent pas encore le pays. Cette partie des étudiants nous en veut un petit peu parce que nous ne leur donnons pas la possibilité de passer immédiatement de la théorie à la pratique. Mais ces procédés d'agitation ne sont que démagogie. La démagogie de Prébrazjensky s'explique aussi tout simplement par le manque d'arguments sérieux. Dans un pays des dimensions de la Russie, où il y a encore si peu de marxistes, si peu d'hommes sachant bien lire et écrire, où la demande d'hommes disposant de solides lumières est énorme, c'est plate démagogie que venir déclarer devant de jeunes étudiants : « Lorsque vous aurez fini vos études, vous ne pourrez pas utiliser vos connaissances. » Il n'est vraiment pas difficile de tendre l'hameçon à certains milieux estudiantins où l'idéologie petite-bourgeoise est encore très forte. Mais ces méthodes nous rappellent par trop celles de la droite du socialisme international. J'estime n'avoir pas besoin de le prouver.

(A suivre.)

LE FRONT UNIQUE EN FRANCE

Il ne sera pas loisible, dans ce rapport (1) improvisé, d'énumérer, les unes après les autres, toutes les propositions de front unique qui, de novembre 1922, date de la première, à janvier 1924, date de la dernière, ont été faites par le Parti Communiste de France. Elles se ressemblent toutes, d'ailleurs, sinon quant à leur objet, du moins, quant à leur forme. Toutes ont consisté, en effet, dans une lettre ouverte adressée par le Parti aux socialistes-réformistes et appuyée plus ou moins bien — et, en général, plutôt mal que bien — par une campagne de presse. Elles se ressemblent toutes, d'autre part, en ce sens qu'aucune n'a véritablement abouti à un résultat de large envergure, — sauf dans la campagne contre l'invasion de la Ruhr — l'entrée en action ayant été subordonnée, en quelque sorte, au consentement des réformistes d'y prendre part et ce consentement n'ayant jamais été obtenu.

Ce qui importe à l'Internationale, ce n'est pas l'énumération fastidieuse de toutes les tentatives faites depuis 15 mois pour réaliser en France le front unique : c'est la conclusion que tire actuellement, de ces tentatives répétées, le Parti Communiste français. Il lui importe de connaître, en outre, si cette conclusion est susceptible de modifier l'opinion que le Parti, à la suite de l'Internationale tout entière, s'est formée du front unique et de l'amener, soit à lui faire abandonner purement et simplement cette tactique, soit à l'appliquer autrement que par le passé.

*
**

On ne trouverait pas dans le Parti, à l'heure actuelle, un seul adversaire de principe de la tactique du front unique. Ceux-là mêmes qui l'ont combattue systématiquement autrefois, se sont inclinés en silence devant l'opinion du 4^e Congrès mondial. Tout au plus doit-on signaler qu'ils ont tout récemment (*Bulletin Communiste* du 14 mars, article du camarade Renoult), à la faveur des échecs subis par le Parti allemand, opposé au front unique avec les chefs, critiqué aujourd'hui par l'Internationale dans l'application erronée qu'en ont faite les Allemands, le front unique à la base « sans et contre les chefs », qu'ils englobaient jadis dans la même condamnation que le front unique avec les chefs.

Tout le monde croit aujourd'hui à la nécessité, pour le Parti, au lieu de se recroqueviller sur lui-même à la manière des sectes, de provoquer, au contraire, par une agitation incessante, de puissants mouvements de masses, englobant, pour des objectifs concrets et limités, ouvriers communistes, ouvriers socialistes, ouvriers sans-parti. Mais croire à cela, c'est croire, du même coup, à la nécessité du front prolétarien unique. Ainsi comprise, la tactique du front unique constitue vraiment la tactique « éternelle » d'un parti de masses comme le nôtre, qui s'identifie avec le prolétariat tout entier et qui n'est et ne veut être autre chose que la fraction la plus hardie, la plus avancée, la plus consciente du but révolutionnaire final.

(1) Rapport rédigé, à la demande de l'Exécutif de l'Internationale, par notre camarade Amédée Dunois.

Evidemment, c'est une tactique difficile et complexe, autrement difficile et autrement complexe que la propagande pure et simple, avec son rabâchage mécanique de formules apprises par cœur. En participant au front unique, le Parti, s'il manque de solidité et de force, court le risque d'aliéner son indépendance, de perdre l'initiative et la direction des opérations. Aussi, doit-il sans cesse se tenir en garde contre le danger d'absorption qui le menace. Mais toute action, quelle qu'elle soit, comporte des risques et des dangers, et le front unique n'en reste pas moins la condition de l'action de masses, dans l'état présent du mouvement ouvrier.

Tant sur la nécessité actuelle du front unique que sur la part de dangers qu'il peut offrir, les communistes français se trouvent donc d'accord. Ils sont également d'accord quand il s'agit d'apprécier les résultats obtenus. Ils considèrent que ces résultats sont plutôt maigres. D'une part, le front unique n'a jamais pu être pleinement réalisé ; de l'autre, il ne semble pas qu'en dépit de leurs dérobades réitérées, les réformistes aient sensiblement perdu en influence à repousser le front unique.

Pourquoi la tactique de l'Internationale n'a-t-elle pas donné en France — tant s'en faut — les résultats pratiques qu'on attendait d'elle ? Parce qu'elle a été en général mal appliquée. Parce qu'elle a été appliquée dans sa lettre plutôt que dans son esprit. Ce n'est pas la tactique du front unique qui a fait faillite en France, c'est la façon défectueuse dont elle a été comprise et appliquée par un parti encore inexpérimenté et peut-être — disons-le sans hésiter — encore insuffisamment communiste.

*
**

Le front unique a été compris d'une façon bureaucratique et non vraiment pratique, appliqué d'une façon mécanique, rigide, et non souple, vivante. Le parti décidait un jour d'engager une action de masses en vue de quelque objectif politique précis, par exemple l'amnistie (c'est l'amnistie qui, au lendemain du Congrès de Paris a fait l'objet de la première proposition de front unique, novembre 1922). Là-dessus, il écrivait aux réformistes une belle lettre où tous les arguments en faveur du front unique étaient scrupuleusement et correctement alignés. Il publiait ensuite ce document dans l'*Humanité*, sous un titre alléchant, et puis il attendait huit jours, quinze jours, trois semaines. Au bout de ce temps, la réponse arrivait. Le Parti Socialiste accusait réception de la lettre, déclinait la proposition de front unique au moyen d'arguments non moins correctement ordonnés que ceux du Parti Communiste, et dont le principal était généralement que la proposition communiste manquait de sincérité et dissimulait un piège dans quel ces messieurs socialistes — méfiants — se refusaient énergiquement à tomber.

L'*Humanité* enregistrerait cette réponse, la commentait en termes virulents, et tout était fini jusqu'au jour où, à propos d'autre chose, le Parti jugeait expédient de recommencer...

Quant à la campagne d'agitation populaire, par

voie de meetings, de presse, voire même d'affichés, en vue d'appuyer *auprès des masses* la proposition de front unique ; quant à la campagne pour soulever *auprès des masses* la dérobade des réformistes, autant dire qu'on n'y songeait pas : un ou deux articles dans l'*Humanité* et tout était dit.

Cela s'est répété, en 14 mois, un certain nombre de fois. Même la proposition de Bloc électoral — de « Bloc Ouvrier et Paysan » — adressée par le Parti aux réformistes le 17 décembre dernier et reprise solennellement le 21 janvier par notre Congrès de Lyon, n'a pas été soutenue auprès des masses par une propagande vigoureuse.

C'est contre cette application abstraite, sèche, grêle, de la tactique de l'Internationale, que le Parti veut aujourd'hui réagir. Cette volonté de réaction, nos camarades l'expriment en disant qu'au front unique *par en haut* doit être substitué le front unique *par en bas*. Sur le principe du front unique, pas de divergences : s'il en existe — et je crois qu'il en existe quelques-unes — elles jugent, jusqu'à nouvel ordre, opportun de garder le silence.

On n'écrira donc plus, à ce qu'il semble, de lettres ouvertes, ou, plus exactement, on cessera de faire de la lettre ouverte le commencement et la fin de la tactique du front unique. On s'adressera dorénavant aux masses elles-mêmes. On leur fera sentir la nécessité impérieuse d'agir et de lutter ; on s'efforcera, en mettant en jeu toutes les forces dont dispose le Parti, de les convaincre et de les soulever ; puis, quand l'agitation aura atteint son degré culminant, quand les esprits seront en pleine effervescence, on s'adressera, si la chose est jugée nécessaire, aux chefs eux-mêmes, c'est-à-dire à la direction du Parti Socialiste. On acculera ainsi ces politiciens devant ce dilemme profondément embarrassant : ou bien refuser de prendre part à une agitation populaire *déjà commencée* et courir le péril de se discréditer définitivement ; ou bien accepter à contre-cœur d'y

prendre part et risquer de se voir à tout moment dépasser par elle, entraîner par le courant plus loin qu'ils ne veulent et peuvent déceintement aller. Il est autrement facile à un Parti Socialiste, même infecté d'opportunisme, de refuser de participer à un mouvement déjà en train.

Seul, jusqu'ici, le camarade Renoult propose le front unique sans et contre les chefs. L'opinion, à peu près unanime, est que le Parti Communiste aurait tort de s'interdire d'avance tout appel aux chefs réformistes, c'est-à-dire aux comités directeurs des partis réformistes, ne fût-ce que pour se trouver à même, par la suite, de faire constater leur carence.

Autre chose est le front unique à la base, autre chose le front unique sans et contre les chefs. C'est rapetisser et limiter le front prolétarien unique que de vouloir le construire à tout prix sans et contre les chefs. Cette question des chefs ne tient d'ailleurs dans la réalisation du front unique qu'une place secondaire ; elle ne doit pas faire perdre de vue la question capitale, qui est d'en appeler d'abord aux masses, de construire le front unique avec la collaboration immédiate, des masses elles-mêmes, sans distinction de parti ni d'organisation syndicale.

« Aux masses ! Allez aux masses ! » Le grand mot d'ordre du 3^e Congrès n'a rien perdu de sa valeur ; il est plus que jamais de saison. Allons aux masses, afin de construire, avec elles, un front prolétarien inébranlable. Front unique à la base, d'abord et avant tout, ainsi doit s'interpréter pratiquement la tactique de l'Internationale Communiste. La question de savoir si le front unique se construira avec ou sans les chefs est purement accessoire : elle ne se posera et ne se résoudra — tant que le Parti Communiste gardera l'initiative — que dans le cours de l'action.

Amédée DUNOIS.

Moscou, 26 mars 1924.

LE FRONT UNIQUE OUVRIER

(Extrait du discours prononcé par le délégué de l'Exécutif, le camarade Ivanov, au Congrès du Parti communiste allemand.)

La première question à se poser, quand on examine la question du front unique, est celle-ci : cette tactique, à la suite des erreurs commises en Allemagne et dans d'autres sections, apparaît-elle, en général, comme défectueuse ? Il suffit de lire la résolution de la conférence de janvier concernant le front unique pour y trouver la réponse et voir que la délégation allemande à Moscou ne songeait nullement à nier la valeur de la tactique du front unique. Elle soutenait seulement qu'il était nécessaire de faire une critique rigoureuse des erreurs commises. Cependant, dans la motion que la gauche vous soumet, ses auteurs veulent élargir à toutes les sections du Komintern la formule allemande du front unique ouvrier *par en bas*. Serait-ce là une politique juste ? Nous ne le pensons pas. Il est nécessaire de concrétiser la tactique du front unique ouvrier en tenant compte des conditions de chaque pays pris séparément. Ce travail sera probablement accompli par le V^e Congrès mondial. Si, pour le moment, nous essayons de déterminer ensemble, schématique-

ment, les « types » fondamentaux des différents pays en ce qui concerne l'application du front unique ouvrier, nous pourrions en établir trois :

a) Les pays comme l'Allemagne et la Bulgarie où les leaders de la social-démocratie représentent simplement une des branches du fascisme. Entrer en pourparlers quelconques avec la bande de Sakozof qui soutient le gouvernement Tsankoff, ne serait pas rationnel. (Cela ne veut pas dire, certes, que nous refuserions de nous unir étroitement avec les éléments paysans révolutionnaires de Bulgarie.) Dans ce sens, la critique faite dans les thèses sur l'attitude du Parti communiste bulgare pendant le coup d'Etat de Tsankoff a été parfaitement juste ;

b) Les pays comme la France où, jusqu'à présent, la tactique du front unique, en fait, n'a pas été appliquée sur une grande échelle, où le Parti s'est borné à la politique de « la lettre ouverte », sans travail actif de propagande tendant à démontrer la trahison des chefs.

Recommander à ces pays la formule allemande du front unique ouvrier serait, en vérité, fournir un prétexte à ces éléments du mouvement ou-

vrier français qui, en réalité, se trouvent à droite, mais qui, par une phraséologie de gauche, s'efforcent de dissimuler leur absence d'initiative révolutionnaire et leur passivité :

c) Enfin les pays anglo-saxons (Angleterre et Amérique) qui font leurs premiers pas vers la fondation d'un Parti communiste de masses et qui se mettent seulement au travail énorme de la conquête des masses. Nos camarades se trouvent là-bas devant l'immense et difficile problème de destruction du « fétichisme » des vieilles formes d'organisation qui, par la force de l'inertie, retiennent encore des millions de prolétaires. Il suffit de comparer le Parti communiste anglais groupant à peine quelques milliers de personnes, et d'autre part les organisations des « Trades-Unions » avec leurs millions de membres ; on se rendra compte alors de la complexité des méthodes que les conditions particulières de l'Angleterre imposent à nos camarades anglais, afin qu'ils cessent d'être une secte pour devenir le parti de masses du prolétariat anglais. La camarade Ruth Fischer a développé à cette tribune une théorie très originale de la tactique du front unique ouvrier pour des partis comme le parti anglais. « Ces partis, dit-elle, ne devraient pas « se salir » dans des pourparlers avec les représentants d'organisations de plusieurs millions de membres, car ils sont beaucoup trop faibles et tomberaient inévitablement dans l'opportunisme. » La théorie de Ruth Fischer rappelle le dogme chrétien concernant l'état de péché de la nature humaine, que peut seul réfréner le célibat. Si cette théorie avait été appliquée dans l'Internationale, elle aurait donné les mêmes résultats stériles.

A la différence de la camarade Ruth Fischer, nous considérons que les partis comme le parti anglais doivent, précisément à cause de leur faiblesse, appliquer résolument la tactique du front unique ouvrier. L'argumentation de Ruth Fischer rappelle celle d'un professeur de nage qui recommande à ses élèves d'apprendre à nager sans entrer dans l'eau, de peur de se noyer. A quoi diable peut nous servir la pureté des principes communistes, si nous restons sans les masses ? De quelle révolution sérieuse pouvons-nous parler dans de telles conditions ? La distinction fondamentale entre nous et les phraseurs de la 2^e Internationale consiste en ce que nous mettons la question de la Révolution à l'ordre du jour devant le prolétariat et que nous ne songeons pas à nous draper dans le manteau de l'intransigeance verbale pour pouvoir mieux cacher notre passivité.

Nous pensons qu'en ce moment la tactique du front ouvrier est le seul moyen qui nous permette de gagner les masses et de devenir un parti international de masses pour l'action révolutionnaire.

Contre le courant

Nous traversons ensemble, pour le moment, après la défaite d'octobre en Allemagne, une phase de ralentissement dans la révolution européenne. Si nous repoussons la tactique du front unique ouvrier, que pourrions-nous proposer aux masses comme autre ligne de tactique pour surmonter cette période difficile et les amener vers les batailles décisives ? Si ceux qui critiquent et repoussent la tactique du front unique ouvrier nous avaient indiqué des moyens, nous discute-

rions sérieusement cette question avec eux ; mais, en fait, les camarades ne nous proposent aucun moyen de lutte et ils se bornent seulement à des remarques critiques. Cette manière de poser la question, étant donné les conditions de défaite du prolétariat allemand, paraît être, dans son genre, du « futurisme » politique, inacceptable pour des militants sérieux, à plus forte raison pour la tendance qui se prépare à prendre la direction du Parti communiste allemand. Les camarades n'ont pas à prétexter que leur attitude négative en face de la tactique du front unique ouvrier est un reflet de l'esprit des masses dans la classe ouvrière allemande. Ce qui nous intéresse en ce moment, ce n'est pas l'état d'esprit de quelques groupes de prolétaires énervés, mais la ligne politique du Parti. Est-ce que le Parti aurait considéré cet état d'esprit comme juste s'il avait pris un caractère de masses, ou aurait-il jugé nécessaire de le combattre ? Voilà la question fondamentale. Le Parti pense-t-il que, d'une part, cet esprit hostile au front unique ouvrier, et, d'autre part, l'abandon en masse des syndicats, faits que citent volontiers quelques camarades, sont des symptômes de l'activité révolutionnaire des masses ou bien un phénomène de vague descendante, de vague de désespoir ? Car la ligne du Parti devra être tracée suivant la réponse qui sera donnée à cette question. Si vraiment, en Allemagne, nous traversons une période de soulèvement révolutionnaire d'une envergure telle qu'elle nous amènerait demain aux luttes décisives, dans ce cas, l'esprit de « boycott » de l'avant-garde du prolétariat serait un facteur de progrès que le Parti devrait soutenir. Mais, tant que nous ne nous trouvons pas, en Allemagne, dans une semblable période de bataille, tant que la classe ouvrière est sous le coup de la réaction psychologique consécutive à la défaite d'octobre, le « boycottage » pratiqué par l'avant-garde révolutionnaire devient un facteur réactionnaire que le Parti communiste doit combattre. Se laisser emporter dans le courant de cet état d'esprit serait de la lâcheté politique et ne témoignerait nullement de la maturité bolcheviste du Parti communiste : Celui qui connaît l'histoire du bolchevisme sait que son caractère essentiel consiste en ce qu'il ne se fondait pas dans les courants sans forme de la masse et qu'il ne s'abaissait pas au niveau intellectuel des couches les plus arriérées du prolétariat. Au contraire, il tâchait d'élever les masses au niveau intellectuel de l'avant-garde. Le bolchevisme possédait même la faculté d'aller parfois, dans les moments décisifs, contre le courant. Il suffit de se rappeler la lutte que menait en son temps le futur bolchevisme au sein de l'ancien Parti ouvrier social-démocrate russe contre cette tendance nommée « khvostisme », et qui a précédé le menchevisme. Ce courant prit naissance à la veille de la première révolution russe de 1905. Son trait caractéristique, c'était d'affirmer que les masses ouvrières russes n'étaient pas encore capables de lutter pour des revendications politiques qu'elles ne comprenaient pas. Ils en concluaient que le Parti devait limiter son travail à la propagande purement économique. Avec quelle force Lénine stigmatisait alors cette déviation que rappellent les hésitations actuelles au sein du Parti communiste allemand ! Il ne suffit pas de parler bolchevisme, de la nécessité de la bolchevisation des partis : il faut s'assimiler, au cours de la lutte théorique quotidienne, la méthode même du bolchevisme révolutionnaire. Et nous croyons que la plupart des camarades qui aiment à jouer de l'état d'esprit des masses ne possèdent justement

pas cette façon bolcheviste d'aborder et de considérer toutes choses.

En écoutant dernièrement à la Commission des résolutions préparatoire au Congrès le camarade Hesse, qui fondait l'inéductibilité d'une scission syndicale sur l'état d'esprit des masses, je me demandais involontairement si ce camarade, qui se laisse si facilement impressionner par cet état d'esprit, pourrait défendre résolument la ligne du Parti devant ces masses. Par la suite, après avoir pris des renseignements auprès des camarades de Berlin sur ce qu'on appelait l'« état d'esprit » des masses, il apparaît que cet état d'esprit n'est nullement un trait caractéristique des masses, mais, avant tout, du camarade Hesse lui-même, qui prêche la scission du mouvement syndical.

Nous serions de piètres révolutionnaires, si nous ne savions résister à ces tendances.

Quelques exemples de front unique bolcheviste

Sentant la faiblesse d'une pareille argumentation (basée sur l'état d'esprit des masses), il y a des camarades qui tâchent de fonder leur point de vue erroné sur des considérations de principe ; ils se prononcent pour le front unique à la manière bolcheviste, c'est-à-dire uniquement *par en bas*, alors que le Komintern, selon eux, est enclin à dévier des traditions du bolchevisme. Est-ce vrai ? S'il en était ainsi, ce serait la plus lourde accusation qui fût jamais portée contre le Komintern. En réalité, les camarades commettent là aussi une erreur. Il n'est pas exact de dire que les bolcheviks ont toujours été partisans de l'application du front unique ouvrier « par en bas » exclusivement. L'histoire de la Révolution russe et celle de notre Parti ont fourni une série d'exemples qui contredisent cette affirmation.

En 1906, nous avons fait bloc avec le Parti socialiste-révolutionnaire pour les élections à la Douma, c'est-à-dire avec le parti qui, en 1918, envoya dans la poitrine de Lénine une balle empoisonnée.

Autre exemple. Pendant la Conférence d'Etat à Moscou, dans la période la plus aiguë de lutte contre les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, la fraction bolcheviste leur proposa de faire le front unique contre les généraux réactionnaires (Kalédine, Kornilof, Alexieff), qui menaçaient de faire marcher sur Pétrograd certaines parties de l'armée du front.

Troisième exemple. — A la veille de la révolution d'octobre, Lénine, accusé d'espionnage allemand par les mencheviks et les s.-r., réfugié en Finlande après les journées de juillet, écrivait dans la *Pravda* un article historique traitant des compromis et où il proposait aux futurs « koltchakistes » le front unique pour renverser le gouvernement Kérensky et transmettre le pouvoir aux Soviétis.

Quatrième exemple. — Déjà au moment où l'*Aurore* canonisait le Palais d'hiver et où les héroïques unités révolutionnaires de l'armée marchaient à l'attaque sous le feu des mitrailleuses, Lénine menait des pourparlers avec l'organisation des chemins de fer « Vikjel », organisation de mencheviks et de s.-r., afin de former un gouvernement socialiste commun, pour gagner du temps jusqu'au moment où l'armée bolcheviste porterait son coup définitif au gouvernement Kérensky. Si le camarade Brandler avait adopté la tactique de Lénine la nuit tragique où la conférence de Chem-

nitz décidait la grève générale, au lieu de se laisser dupé par les gredins de la social-démocratie, les résultats de l'expérience saxonne auraient pu être différents.

Cinquième exemple. — Après s'être emparé du pouvoir, grâce à l'aide exclusive des ouvriers et soldats sympathisants au bolchevisme, les bolcheviks attirèrent les s.-r. de gauche au premier conseil des commissaires du peuple. Nous pourrions continuer cette liste d'exemples tirés de notre passé, mais nous supposons que ceux-ci suffisent amplement pour apprécier toute la valeur de ces expériences du parti bolchevik.

Les fruits de la tactique du front unique

Vous affirmez plus loin, camarades, que la tactique du front unique ouvrier n'a pas donné jusqu'à présent de résultats positifs, sur l'échelle internationale et que le développement mêmes proportions, même sans l'application de la tactique du front unique. Cela, il faut le prouver.

Les faits prouvent le contraire. Rappelez-vous ce qu'était le Komintern il y a cinq ans. Nous avions de petits groupes clairsemés de sympathisants, tandis que les vieux partis embrassant des millions d'ouvriers se trouvaient sous l'influence des idées sociales-démocrates. Rappelez-vous le temps où, au premier Congrès, le communisme français était représenté par le réfugié français Guilbeaux, où l'union spartakiste en Allemagne ne comptait que quelque 30.000 membres, tandis que la social-démocratie comptait plus d'un million d'adhérents. Pour nos jeunes organisations de jadis, c'était le danger de sectarisme et l'absence de contact avec les larges mouvements de masse. Dès le second Congrès, le Komintern, sous l'influence du plus grand des chefs de travailleurs, Lénine, dirigea ses efforts vers la conquête des larges masses. Et c'est précisément parce que nos jeunes sections participèrent activement à la lutte quotidienne de la classe ouvrière, sans s'enfermer dans le cercle étroit du sectarisme, que nous avons su devenir les défenseurs, dans le sens le plus large du mot, des intérêts des travailleurs. C'est grâce à tout cela que nous avons transformé notre petit cercle de sympathisants en une puissante organisation aux nombreuses ramifications, et avec laquelle doit compter le monde bourgeois. Quand maintenant il se trouve encore des camarades qui, après cette immense expérience historique, s'efforcent de rejeter les revendications partielles en se plaçant au point de vue des principes de gauche, ils ne font que ressortir des archives de l'histoire et ranimer les anciennes « maladies infantiles » du mouvement ouvrier. Si le Komintern avait suivi les conseils de ces camarades sur l'échelle internationale, si le P.C. allemand avait agi en Allemagne d'après leurs recommandations, nous aurions détruit tous les succès obtenus au cours de ces cinq années par un travail assidu, nous aurions fait regresser le mouvement ouvrier. Nous aurions peut-être été un parti « plein de principes », mais un parti sans masses. Ce danger devient maintenant particulièrement sensible pour l'Allemagne. Gare aux erreurs commises jadis par nos amis italiens ! Les communistes italiens sont très « gauche » et très bons communistes, mais ils sont actuellement incapables de résister au fascisme qui a saisi toute l'Italie dans ses mains sanglantes. Les ouvriers italiens, de même que les ouvriers allemands en 1920, battirent en re-

traite sans lutte. Et, de même qu'en Allemagne actuellement, commença une pénible période de découragement qui facilita la victoire du fascisme. De notre part, ce serait plus qu'une erreur, un crime énorme, si, après l'expérience italienne, nous ne pouvions écarter, dans l'Allemagne révolutionnaire, ce danger fatal.

Le gouvernement ouvrier

Passons à la question du gouvernement ouvrier. Il semble singulier qu'actuellement, après toute une série de congrès et de conférences qui ont traité cette question, après toutes les discussions orales et écrites qui ont eu lieu dans l'Internationale, il semble singulier que nous soyons obligés d'y revenir en Allemagne.

C'est un indice de la pénible défaite subie par le prolétariat allemand en octobre. Il semble que nous revivions les jours où nous devions démontrer la vérité élémentaire à nos camarades italiens et français, en ce qui concerne la question du gouvernement ouvrier.

Le camarade Zinoviev, à la conférence de janvier, définit le gouvernement ouvrier comme le « pseudonyme » de la dictature prolétarienne. Que veut dire cette définition ? Cela veut dire que le gouvernement ouvrier n'est pas la victoire complète de la dictature prolétarienne, mais qu'il est un gouvernement qui lutte pour cette dictature. Il organise la guerre civile, étouffe la résistance capitaliste, arme les ouvriers, prend des mesures d'ordre révolutionnaire propres à attirer à la cause de la Révolution des millions d'hésitants et d'alliés temporaires éventuels.

Il serait difficile, dans le processus révolutionnaire, de distinguer ce gouvernement, dans sa forme extérieure, du véritable gouvernement de dictature prolétarienne. Sa différence principale, c'est qu'il reflète l'allure accélérée du développement révolutionnaire de la masse. Etudier ce gouvernement d'après les méthodes des naturalistes français, comme Buffon, en tâchant de classer les types de gouvernement ouvrier d'après leur aspect extérieur, en les divisant en révolutionnaires et en contre-révolutionnaires, serait commettre une erreur. Il faut le considérer non pas comme une catégorie politique définitivement établie, mais comme un phénomène se développant dialectiquement dans le processus des événements révolutionnaires. Et c'est ce que ne veulent pas comprendre beaucoup de nos contradicteurs. « Montrez-nous un exemple, disent-ils, d'un bon gouvernement ouvrier. Jusqu'à présent nous n'avons vu que de mauvais exemples dans le genre de l'expérience saxonne. » Poser la question de cette façon équivaut à exiger que nous vous montrions un exemple récent de bonne révolution ouvrière. Hélas ! dans ces derniers temps, nous ne pouvons vous citer aucun « gouvernement ouvrier idéal » et aucune « bonne Révolution », sauf la Révolution russe d'octobre. Mais la faute n'en est pas à la conception et à la tactique du Komintern, mais à la faiblesse du mouvement ouvrier en Europe. Si jusqu'à présent nous ne pouvons nous vanter d'avoir constitué un tel gouvernement de lutte pour la dictature prolétarienne, la faute en est à notre faiblesse. C'est parce que nous n'avons pas été préparés à la lutte révolutionnaire, et aussi parce que, jusqu'à présent, nous n'avons pas su, sauf en Russie, faire une révolution prolétarienne victorieuse et que les chefs du Parti communiste allemand, aux moments décisifs, ont préféré se retirer sans lutte.

Quelques exemples du gouvernement ouvrier

Notre histoire relativement jeune de la révolution prolétarienne nous a néanmoins fourni des exemples de « gouvernements ouvriers » assez bons. Le gouvernement ouvrier de la Commune de Paris, autant que nous le sachions, n'a pas été identifié jusqu'à présent au gouvernement saxon, même par les camarades les plus hostiles à l'idée du gouvernement ouvrier. Un autre exemple d'un gouvernement ouvrier passable a été donné par le premier soviet des députés ouvriers de Pétersbourg en 1905. Prenons enfin les soviets mencheviks qui ont été constitués après la révolution de février.

Les bolcheviks russes n'ont-ils pas montré là un exemple frappant de la façon de s'appuyer sur les masses pour s'emparer progressivement, au cours des événements révolutionnaires, des Soviets et en faire la citadelle de la révolution. Cependant, après les journées de juillet, quand les petits-bourgeois enragés traquaient notre Parti, nous aurions pu dire aussi, sous l'influence du désespoir, que les Soviets mencheviks sont une forme défectueuse d'organisation de classe en vue de la dictature prolétarienne. Nous aurions pu aussi rechercher de nouvelles formes encore inconnues d'organisation de masses. Mais nous ne l'avons pas fait ; bien au contraire, nous avons entamé une lutte acharnée pour conquérir les Soviets.

Certainement, cette conception du gouvernement ouvrier diffère essentiellement de celle du camarade Brandler. Dans les thèses proposées par le groupe de Brandler sur les questions de tactique, nous disions que le gouvernement ouvrier, l'expropriation des valeurs réelles, le contrôle de la production, sont des étapes du développement de la révolution. Selon cette conception par étapes, le premier échelon sera le gouvernement ouvrier ; puis, ce gouvernement ouvrier atteint, lentement et en zig-zags, la seconde étape : l'expropriation des valeurs réelles ; puis la troisième étape sera le contrôle de la production. Avouez, camarades, qu'une telle notion du gouvernement ouvrier justifie, en vérité, l'attitude négative de l'avant-garde du prolétariat allemand. Représenter la marche de la révolution de cette façon serait s'en figurer le développement à peu près de la même manière que Kautsky le fait dans son tableau du développement de la démocratie. Nous ne nous étonnons pas qu'avec une telle notion du gouvernement ouvrier, la Révolution allemande ait été perdue.

IVANOV.

LISEZ LES LIVRES DE LENINE :

**L'Etat et la Révolution ;
La maladie infantile du Communisme ;
La Révolution prolétarienne ;
L'Impérialisme ;
Le rôle de la Jeunesse Communiste.
Sur la route de l'insurrection.**

En vente à la Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris.

Thèses sur le Programme Economique du P. C. A.

Le communisme est la condition de la libération du prolétariat. Le prolétariat allemand de 1924 est un des prolétariats qui ont le plus besoin de cette libération. Mais libération de qui ? La social-démocratie est tombée si bas qu'elle n'ose même plus appeler par son nom l'ennemi contre lequel le prolétariat doit se défendre. D'après la social-démocratie, l'ennemi est à « droite ». C'est la « réaction », le « fascisme », le « monarchisme », c'est Hitler et Ludendorff. La politique de coalition de la social-démocratie prétend que la classe ouvrière doit s'allier avec une partie de la bourgeoisie pour lutter contre l'autre partie « dangereuse » de la bourgeoisie.

En réalité, l'ouvrier se soucie peu de savoir si son exploiteur est le démocrate Siemens, l'homme du centre Thyssen, le populiste Stinnes ou le nationaliste Krupp. La lutte ne peut pas être conduite contre « la réaction » comme la social-démocratie veut en persuader les ouvriers, mais pour ou contre le capital. Le gros capital domine tous les partis bourgeois, des nationalistes aux démocrates, et comme couverture il a, d'un côté, les *voelkisch*, et de l'autre, les social-démocrates et la bureaucratie syndicale.

La libération du prolétariat doit briser les chaînes dont le système de production capitaliste a chargé la classe ouvrière. Le système de la propriété privée oblige l'écrasante majorité de la population allemande à vendre son travail aux entrepreneurs. Dans l'intérêt de ses profits, l'entrepreneur dicte la journée de 10 heures et des salaires de famine. Or, lorsque cela lui plait, le capitaliste jette sur le pavé 5 millions de prolétaires allemands et crée ainsi une formidable armée de réserve pour amener les ouvriers encore occupés dans les entreprises à être plus modestes et à faire de nouvelles concessions. La lutte de classe du prolétariat, c'est-à-dire de tous les salariés d'Allemagne, a comme but d'arracher à la bourgeoisie la propriété des moyens de production.

Il est caractéristique de constater que la social-démocratie n'ose plus aujourd'hui prononcer le mot de lutte de classe ou de socialisation. La social-démocratie est aujourd'hui un parti qui veut le maintien du capitalisme. En 1919, lorsque les *scheidmännner* ne redoutaient pas les masses, on fit placarder sur tous les murs d'Allemagne cette petite affiche : « *La socialisation avance* », et en 1920, après la scission dans le parti indépendant, Hilferding parcourut le pays et annonça la socialisation des mines. Les promesses de socialisation de la social-démocratie ont crevé comme des bulles de savon. Au lieu de socialiser, la social-démocratie a aidé de toutes ses forces la « *trustisation* » de l'économie allemande, la « *Stinnesation* » de l'industrie.

Les communistes sont le seul parti en Allemagne qui représente le programme intégral de la socialisation, et cela non pas pour un avenir lointain, mais comme nécessité du jour. Ils déclarent que c'est le seul moyen aujourd'hui de sauver les masses laborieuses d'Allemagne. Les communistes veulent exproprier les banques, la grande propriété foncière et l'industrie.

Un tel bouleversement de l'économie allemande est-il vraiment nécessaire ? Certainement. Ce bou-

leversement est urgent et nécessaire si les masses ne veulent pas, elles, être expropriées et tomber dans la misère sans fin. La crise économique qui sévit en Europe depuis la guerre mondiale a rendu l'économie allemande, en tant qu'économie capitaliste, non viable. La période d'inflation, qui a atteint son point le plus critique cet automne dernier, a fait de cette vérité une chose sensible pour chacun. Les gens bornés, qui ne comprenaient pas le caractère de la crise et qui se refusaient à associer la crise monétaire avec la crise économique, tous les démagogues conscients de la social-démocratie, présentèrent les choses comme si seule la dévalorisation du mark était fautive de tout ce qui arrivait. Et les prophètes annonçaient : « Si l'on pouvait stabiliser le mark, tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes. »

Depuis plus de six mois, le mark est stable. Nous ignorons encore combien de temps durera cette stabilisation du mark, mais nous voulons admettre qu'elle durera quelque temps encore. Mais que nous montre-t-elle ? La misère des masses en Allemagne n'a pas diminué. Avant la stabilisation, le salaire fondait comme de la cire entre les mains des ouvriers. Aujourd'hui, nous avons un chômage énorme, l'esclavage des chômeurs, la journée de 10 heures, le licenciement en masse des fonctionnaires et la misère des classes moyennes. Ce sont là les conséquences de la stabilisation du mark. Avec ou sans stabilisation, avec la Rentenbank ou la Banque-or d'émission, avec Schacht ou avec Helfferich, la situation reste la même : l'économie capitaliste allemande signifie, pour les 90 % de la population, le désespoir sans fin. C'est pourquoi les communistes disent : « A bas le capitalisme ! Lutte pour la socialisation et pour l'expropriation ! »

Le programme économique des communistes serait-il utopique ? Le capitalisme n'est-il pas indispensable ? L'Histoire nous enseigne le contraire. Dans la France du XVIII^e siècle, dans la Russie du XIX^e siècle, la grande propriété foncière était beaucoup plus forte et semblait beaucoup plus inébranlable que le capitalisme trustifié de l'Allemagne actuelle. Et, pourtant, la Révolution française a détruit la grande propriété foncière et la grande Révolution russe de 1917 a mis fin, dans toute la Russie, au régime des grandes propriétés. En Allemagne, la dictature de Stinnes sera sûrement et complètement détruite de la même manière.

A tout cela, il faut encore ajouter que le développement de l'économie en trusts a fait que l'industrie allemande se concentre de plus en plus en peu de mains. Techniquement, il n'est pas difficile de détrôner les rois de ces trusts et de remettre à la communauté tous ces consortiums énormes. Les difficultés dans le processus de socialisation ne sont pas de nature économique, mais exclusivement de nature politique. Il appartient donc à la classe ouvrière unie de briser la résistance de la grosse industrie allemande, et si le prolétariat remporte la victoire, l'expropriation de la grosse industrie et de ses alliés, les banques et les gros propriétaires fonciers, deviendra une chose immédiatement réalisable.

Les couches moyennes n'ont absolument rien à

craindre d'une telle victoire du prolétariat. C'est le gros capital qui est responsable du fait que les intellectuels sont réduits à la famine et du fait que la situation des petits paysans et petits artisans devient chaque jour plus difficile. Personne ne pense à exproprier la petite propriété à la ville et à la campagne et les petites entreprises des artisans et des paysans pauvres. Seuls les grands bandits doivent être mis dans l'impossibilité de nuire. La crainte que la socialisation paralyserait le système d'échanges serait la cause d'un véritable chaos, d'une famine inouïe et de quantité d'autres maux, est totalement incompréhensible. Les communistes ne veulent pas bureaucratiser l'économie. Après la socialisation et l'organisation systématique de la grosse industrie, il sera possible d'utiliser raisonnablement les capacités des ouvriers et des techniciens. Lorsque les gros marchands ne pourront plus nuire, il sera possible d'alimenter mieux et à meilleur marché la population, ce qui n'est pas le cas sous la dictature de Stinnes.

Il reste évidemment le fait de l'union intime du capital allemand et du capital étranger. Les völkisch prétendent qu'ils peuvent expulser d'Allemagne le capital international, mais ménager et faire progresser le « capital allemand ». C'est un non-sens ! Le capitalisme allemand n'est qu'une

partie du capitalisme international, et il est impossible de le séparer de ce dernier.

Que la victoire du prolétariat en Allemagne conduise tout d'abord à un conflit avec le capitalisme de l'Entente, à un conflit politique et économique, c'est un fait qui est clair. Nous ne nous faisons aucune illusion à ce sujet, mais en s'alliant avec la Russie des Soviets et en collaborant étroitement avec le prolétariat d'Europe occidentale, la classe ouvrière allemande pourra devenir maîtresse de ce danger. La classe ouvrière allemande est placée devant deux alternatives : ou crever dans la misère en laissant subsister le capital, ou prendre résolument entre ses mains, suivant l'exemple donné par ses frères russes, le pouvoir économique et politique, socialiser toute l'économie et mettre en œuvre toutes ses forces pour s'assurer une existence digne.

Qu'il soit impossible de mener au Reichstag la lutte pour la socialisation est une chose très compréhensible. C'est en dehors du Parlement, par l'action des masses, que le prolétariat pourra briser le pouvoir du capital allemand.

La classe ouvrière allemande doit se persuader de ces vérités.

Parti Communiste allemand.

(Ces thèses viennent d'être adoptées par le P. C. A. au Congrès de Francfort.)

Le Pouvoir aux Soviets ⁽¹⁾

Fréquemment, sinon presque toujours, le mot d'ordre « Le Pouvoir aux Soviets » est compris d'une façon complètement fautive. En effet, on entend par là un ministère recruté dans les partis formant la majorité des Soviets, et c'est cette opinion profondément erronée que nous voudrions examiner en détail.

« Un ministère recruté dans les partis formant la majorité des Soviets », cela veut dire des changements personnels dans la composition du cabinet, cela veut dire la conservation intégrale de tout l'ancien appareil du pouvoir étatique, appareil essentiellement bureaucratique, essentiellement antidémocratique, incapable de réaliser aucune réforme sérieuse, même celles qui figurent aux programmes des S.-R. et des mencheviks.

Le mot d'ordre : « Le pouvoir aux Soviets » signifie une transformation radicale de tout l'ancien appareil étatique, de cet appareil de fonctionnaires qui entrave toute initiative démocratique ; il implique la suppression de cet appareil et son remplacement par un nouvel appareil populaire véritablement démocratique, c'est-à-dire par l'appareil des Soviets qui représentent la majorité organisée et armée du peuple des ouvriers, des soldats, des paysans. « Le pouvoir aux Soviets », c'est l'initiative de la majorité du peuple qui se donne libre cours, non seulement dans l'élection des députés, mais dans l'administration de l'Etat, dans la réalisation des réformes et des transformations sociales.

Pour rendre cette différence encore plus claire et plus sensible, nous rappellerons un aveu fait, il y a peu de temps, par le journal du Parti diri-

geant, le *Dielo Naroda*, organe des socialistes-révolutionnaires. « Même dans les ministères qui ont été transmis aux socialistes, écrivait ce journal pendant la fameuse coalition avec les cadets, alors que les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires détenaient des portefeuilles ministériels, même dans ces ministères, tout l'appareil administratif est resté sans changement aucun, et cet appareil freine tout le travail. »

La chose, en effet, est compréhensible. Toute l'histoire des pays de parlementarisme bourgeois montre que les changements de ministres n'ont que très peu d'importance, car tout le travail effectif, toute l'administration, est entre les mains d'une gigantesque armée de fonctionnaires. Or, cette armée est imprégnée jusqu'à la moelle d'un esprit essentiellement antidémocratique, elle est rattachée par des milliers et des milliers de liens aux grands propriétaires fonciers et à la bourgeoisie, dont elle dépend dans tous les domaines. Cette armée baigne dans une atmosphère bourgeoise, à laquelle il lui est absolument impossible d'échapper. Figée dans des formes immuables, momifiée, elle ne peut modifier en rien sa façon de penser, de sentir et d'agir. Elle est basée sur le principe hiérarchique, sur certains privilèges réservés aux fonctions d'Etat ; par l'intermédiaire des banques, les fonctionnaires supérieurs sont asservis au capital financier, dont ils sont, dans une certaine mesure, les agents, dont ils défendent les intérêts et propagent l'influence.

Vouloir essayer, au moyen de cet appareil étatique, de réaliser des transformations sociales comme la suppression sans indemnité de la grande propriété foncière ou le monopole des céréales, etc., c'est s'illusionner au plus haut point, en même temps que tromper le peuple. Cet appareil peut servir à une bourgeoisie républicaine pour

(1) Tiré du dernier livre de N. Lénine, « Sur la Route de l'Insurrection », qui vient de publier la Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette.

créer une République sous forme de « monarchie sans monarque » comme la Troisième République française, mais il est absolument incapable de réaliser des réformes, je ne dis pas abolissant, mais simplement imitant d'une façon plus ou moins effective les droits du capital et les droits « sacrés de la propriété individuelle ». C'est pourquoi dans tous les ministères de coalition auxquels participèrent des « socialistes », ces derniers, même s'ils étaient de bonne loi, ne furent qu'un vain ornement ou un paravent pour le gouvernement bourgeois, un paratonnerre contre l'indignation populaire, un instrument de duperie des masses. C'a été le rôle de Louis Blanc, en 1848; ç'a été, depuis lors, celui d'innombrables ministères de coalition en Angleterre et en France; ç'a été celui de Tchernov et de Tseretelli en 1917 (1), et il en sera ainsi tant que durera le régime bourgeois et que subsistera dans son intégrité le vieil appareil étatique bourgeois basé sur le fonctionnarisme.

Or, un des mérites fondamentaux des Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans, est qu'ils représentent un type d'appareil étatique infiniment plus élevé, incomparablement plus démocratique. Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks ont fait l'impossible pour transformer les Soviets (particulièrement celui de Pétrograd, ainsi que le Soviet panrusse, c'est-à-dire le Comité Exécutif Central) en de vagues parlotes, uniquement occupées, sous couleur de « contrôle », à voter d'impuissantes résolutions ou des desiderata dont le gouvernement, avec la plus exquise urbanité, remettait la réalisation aux calendes grecques (2).

(1) Tchernov, leader socialiste révolutionnaire, ministre de l'Agriculture; Tseretelli, social-démocrate, ministre des P. T. T., dans le cabinet de coalition du 6 mai.

(2) C'est l'opinion non seulement de Lénine, mais aussi du social-démocrate antibolchevik Soukhanov, tout au cours de ses *Mémoires sur la Révolution*.

Mais il a suffi de l'équipée de Kornilov, de cette fraîche brise, avant-courrière d'un bon orage, pour purifier temporairement de tous ses miasmes l'atmosphère des Soviets et ressusciter l'initiative des masses révolutionnaires qui s'est révélée dans toute son ampleur, dans toute sa puissance, dans toute son invincibilité (1).

Que cet exemple historique soit un enseignement pour tous les hommes de peu de foi. Qu'ils aient honte d'eux-mêmes, ceux qui disent: « Nous n'avons pas d'appareil pour remplacer l'ancien appareil, qui tend inévitablement à la défense de la bourgeoisie. » Cet appareil existe. Cet appareil, c'est les Soviets. Ne redoutez pas l'initiative des masses, ayez confiance dans les organisations révolutionnaires et vous verrez les ouvriers et les paysans déployer dans tous les domaines de la vie publique la force, la majesté, l'invincibilité dont ils ont fait preuve dans leur union, dans leur élan contre Kornilov (2).

Les chefs socialistes-révolutionnaires et mencheviks n'ont pas eu confiance dans les masses, ils ont eu peur de leur initiative, ils ont tremblé devant leur énergie révolutionnaire au lieu de les soutenir sans réserve; ç'a été là leur plus grand péché. C'est là qu'il faut chercher la cause principale de leur indécision, de leurs hésitations, de leurs tentatives perpétuelles et perpétuellement infructueuses de verser un vin nouveau dans les vieilles outres de l'ancien appareil bureaucratique.

(1) La victoire sur Kornilov fut moins l'œuvre du gouvernement des Soviets et de l'initiative des ouvriers eux-mêmes. Milioukov le reconnaît dans son *Histoire de la Seconde Révolution*, t. II.

(2) Voir le développement de ces idées sur le rôle des Soviets, plus loin, dans *Les bolcheviks conserveront-ils le pouvoir ?* et dans *L'Etat et la Révolution*, N. Lénine.

La Philosophie de Hegel

La nouvelle philosophie allemande se résuma dans le système hegelien, où pour la première fois, et c'est là son grand mérite, le monde tout entier, naturel, historique et intellectuel, fut représenté comme un procès; c'est-à-dire comme étant dans un changement, transformation et développement constants et où l'on essaya de saisir la liaison intime qui fait un tout de ce mouvement et de ce développement. De ce point de vue, l'histoire humaine n'apparaissait plus comme une confusion chaotique de violences insensées, toutes également condamnables devant le tribunal de la raison philosophique, mais comme le procès de développement de l'humanité; le problème de la pensée était d'en suivre la lente marche progressive à travers tous ses égarements et de rechercher la loi intime de ces phénomènes, dus en apparence au hasard.

Que Hegel n'ait pas résolu ce problème nous importe peu. Son mérite, qui fait époque, est de l'avoir posé. Ce problème est de ceux qu'aucun

individu à lui seul ne pourra résoudre. Quoique Hegel fut, avec Saint-Simon, la tête la plus encyclopédique de son temps, il était cependant borné, d'abord par l'étendue nécessairement circonscrite de ses propres connaissances; ensuite par l'étendue également restreinte des connaissances et des vues de son époque. De plus, Hegel était idéaliste; ce qui veut dire que, au lieu de considérer ses idées comme les reflets intellectuels des objets et des mouvements du monde réel, il s'obstinait à ne regarder les objets du monde réel et les changements qu'ils subissaient que comme autant de reflets de ses idées. Pour lui, l'idée d'une chose préexistait on ne sait où, ni comment, à la chose elle-même; le monde, en fin de compte, avait été créé à l'image d'une idée éternelle; il n'était que la réalisation de cette idée absolue qui, par conséquent, était supposée avoir une existence à part et indépendante du monde réel.

Fr. ENGELS.

(Socialisme utopique et socialisme scientifique.)

CHRONIQUE DES CELLULES

Pour créer des Cellules

Nécessité et valeur du travail dans les Usines

L'Usine dans la Révolution

Le jeune ouvrier considère l'usine comme la prison où il fournit chaque jour de longues heures de travail à son patron; pourtant, l'usine n'est pas simplement le lieu d'exploitation où la jeunesse ouvrière souffre; l'usine est aussi la forteresse future des travailleurs. L'expérience des différentes révolutions de ces dernières années (Russie, Hongrie, Allemagne, Italie) montre que la révolution ne peut triompher si les travailleurs ne s'emparent pas des usines et ne les gardent. La préparation de la prise des usines doit être l'œuvre des Comités d'usine qui naîtront des noyaux communistes du Parti, noyaux avec lesquels collaboreront les cellules de jeunes communistes.

La Lutte pour les Revendications

Nous avons établi un plan général de revendications (journée de six heures, augmentation des salaires, hygiène meilleure, organisation de l'apprentissage pour tous et dans les heures de travail) qui ne doit pas rester sur le papier. Nous devons le préciser en revendications particulières à chaque industrie, pousser la lutte à fond dans chaque atelier; c'est à l'usine que nous devons défendre les jeunes.

Où toucher la Jeunesse ?

C'est un fait constaté que les jeunes ne viennent pas à nos réunions publiques. Où pouvons-nous toucher les jeunes ? A l'usine ! Là, tous les jeunes sont exploités et tous entendront notre appel. Notre propagande, nos revendications et nos réunions d'usines intéresseront et attireront non seulement les jeunes communistes et les sympathisants, mais tous les jeunes d'organisations adverses et sans parti qui sont groupés par milliers dans les amicales d'anciens élèves, les groupes de musiciens, les organisations sportives; à la réunion où nous leur parlerons de leurs intérêts quotidiens, ils ne seront pas arrêtés par la prévention qui les éloigne de notre propagande quand nous les convoquons sur des sujets qui les heurtent de front (antimilitarisme, armement du prolétariat, lutte antifasciste).

Préparation pratique

Avant de passer à la constitution des cellules d'usines, un minimum de travail d'organisation s'impose. Il faut d'abord assurer d'une façon rigoureuse le recensement des adhérents par profession et par usine, veiller par la suite à tenir à jour ce recensement et noter les changements d'usine. Un exemplaire de la feuille de recensement reste à la Jeunesse, un deuxième est destiné à l'Entente.

Il faut ensuite procéder au recensement des usines de la localité ou de l'arrondissement : usines où nous avons des adhérents, où il y a des membres du Parti, où nous ne connaissons personne. Usines les plus importantes à toucher pour le nombre de jeunes qui y travaillent.

La création d'une cellule

Premier cas : des Adhérents des J. C. travaillent dans l'Usine

Nous avons deux ou trois camarades des J. C. travaillant dans l'usine : nous voulons les constituer en cellule. Nous les attendons à la sortie et nous nous réunissons dans une petite salle proche de l'usine ou, le plus souvent, autour d'une table, dans un café.

La cellule est constituée immédiatement par les camarades présents, travaillant dans l'usine. Il faut nommer aussitôt un secrétaire et fixer un jour régulier de réunion (cette dernière chose surtout est indispensable), une fois par semaine ou une fois par quinzaine. La cellule est constituée.

Deuxième cas : des Membres du Parti travaillent dans l'Usine

Voici une usine où ne travaille pas d'adhérent aux J. C., mais où nous avons quelques membres du Parti. S'ils ont constitué leur noyau communiste, nous nous rendons à une réunion de ce noyau et lui demandons de collaborer à la création de notre cellule, en recherchant des jeunes sympathisants. Si le noyau n'est pas constitué, c'est une excellente occasion de le faire ou, s'il y a impossibilité, on s'entend avec les camarades du Parti individuellement.

Dès que nous avons trouvé deux ou trois sympathisants, nous les réunissons pour leur exposer notre but. Nous les invitons à des réunions de Jeunesse, nous organisons avec eux la propagande dans l'usine, nous leur fournissons des tracts et des papillons. Dès qu'ils donnent leur adhésion aux J. C., mais pas avant, nous faisons alors une réunion de constitution de la cellule (prise des cartes, nomination du secrétaire, fixation d'un jour régulier de réunion).

Troisième cas : nous ne connaissons personne dans l'Usine

Le travail, dans ce troisième cas, est beaucoup plus long, difficile et délicat. Il faut essayer d'abord de trouver des sympathisants par relations individuelles nouées à l'occasion de ventes d'Avant-Garde à la porte, par exemple réunir quelques renseignements sur la vie des jeunes à l'intérieur de l'usine. Enfin, le plus souvent, dans les usines où nous ne connaissons personne, il faudra sans doute faire une longue propagande de l'extérieur (distributions de tracts et ventes de journaux à la porte) et préparer une réunion d'usine où nous pourrions trouver des sympathisants.

Dès qu'on est en relations régulières avec des sympathisants, le travail est semblable au deuxième cas (propagande jusqu'à adhésion des sympathisants, puis constitution de la cellule).

Le travail de la cellule

Le travail intérieur

Dès que la cellule est constituée, le secrétaire nommé, le jour de réunion fixé, il faut organiser le travail. Le premier point consiste évidemment à recueillir la documentation sur la situation des jeunes dans l'usine (salaires, hygiène, apprentissage, journée de travail, discipline, etc.). Pour cela, chaque camarade s'occupe de son atelier ou bien on divise le travail dans l'usine (salaires, hygiène, apprentissage, journée et hygiène), un troisième pour l'apprentissage, etc. Ce travail, absorbant dans les premiers temps, l'est moins par la suite lorsqu'il s'agit simplement de tenir à jour les renseignements recueillis.

Tous ces renseignements doivent être communiqués à l'Entente qui les fait insérer dans la presse ouvrière (*Humanité, Internationale, Avant-Garde*, etc.). A chaque réunion de cellule, on doit parler de la propagande faite et des résultats obtenus depuis la précédente réunion, préparer le travail pour la semaine ou la quinzaine suivante.

A chaque réunion de la cellule, en plus des questions intéressantes particulièrement l'usine, doit être faite une petite causerie, courte, pratique, donnant l'explication de nos mots d'ordre et de la doctrine communiste sur la base de faits intéressants les jeunes et qui se sont produits récemment. A cet effet, le *Bulletin de la Fédération* publiera des petits plans ou bien l'Entente pourra en éditer par ses propres moyens. Il importe que chaque causerie soit suivie d'un échange de vues et que chacun participe à la discussion.

Après les cinq ou six premières réunions, lorsque la cellule est déjà bien assise et que chaque camarade y fournit son travail, le secrétaire ne doit pas oublier que nous voulons transporter toute l'activité des Jeunes communistes sur le terrain de l'usine : recrute-

ment, antimilitarisme, etc. A chaque réunion, amener des sympathisants sûrs qui fourniront un recrutement individuel excellent. Enfin, lorsque l'usine est en effervescence, qu'une grève se prépare, qu'un événement quelconque suscite l'attention des jeunes ouvriers, voir avec l'Entente la possibilité d'organiser une réunion d'usine.

Les membres de la cellule doivent participer activement au travail de constitution des noyaux du Parti, faire de la propagande syndicale, se syndiquer s'ils ne le sont pas et militer dans leur syndicat. Ils prépareront ainsi la participation et l'entrée des jeunes sur pied d'égalité dans les Comités d'usines.

Le Travail dans l'Usine

La propagande dans l'usine doit être menée avec vigueur, mais avec prudence aussi, afin de ne pas offrir d'occasion trop facile à la répression patronale. Cependant, il ne faut pas exagérer les difficultés ; il y a tant de moyens de faire de la propagande sans danger avec un peu d'initiative. La tactique à employer diffère avec chaque usine et suivant la discipline et la surveillance ; c'est à charge aux camarades qui y travaillent de juger quelles sont les possibilités d'action. En tout cas, il est un certain nombre de procédés qui peuvent être employés par n'importe quel jeune ouvrier, lorsqu'il ne peut ouvertement faire sa propagande dans l'usine.

D'abord, la propagande individuelle ; il est bien rare de ne pas pouvoir trouver un sympathisant dans son équipe ; si chacun en fait autant, l'effectif de la cellule se trouve immédiatement doublé ; ces jeunes qui nous arrivent ont, eux aussi, des camarades et ainsi la cellule grossit comme boule de neige, en évitant de laisser pénétrer un suspect ou un mouchard.

Il y a ensuite la propagande par tracts et papillons qu'il est facile de distribuer et de coller sans danger.

Il y a aussi la presse communiste. Lorsque la cellule a communiqué à l'Entente des renseignements intéressants sur l'exploitation des jeunes, l'insertion d'un ou deux filets dans l'*Humanité*, encadré d'un coup de crayon et distribué ne manque pas d'avoir toujours un écho. La vente de l'*Avant-Garde* à la sortie des usines est aussi un bon moyen de faire connaître nos idées et notre action de défense de la jeunesse ouvrière.

Mais le moyen à coup sûr le meilleur et le plus fécond en résultats, c'est le *journal d'usine*. La matière comporte tous les renseignements sur l'exploitation des jeunes, la brutalité ou les ridicules d'un contremaître, un article sur les Jeunesses communistes. Tiré sur une simple feuille de format ordinaire, les camarades de la cellule peuvent le faire eux-mêmes à la photocopie. En période normale, le journal d'usine est une arme excellente. Dès qu'un fait exceptionnel trouble la vie de l'usine, il prend une véritable valeur d'agitation.

Multiplication des cellules

a) La constitution des cellules d'usines ne doit pas traîner en longueur ; tout au moins, il ne faut pas s'attarder à en développer complètement une avant d'en créer une autre. Cette première étape de création d'un nombre déjà important de cellules doit être réalisée dans toutes les usines où travaillent des jeunes communistes ; s'ils sont plusieurs, la cellule doit être créée immédiatement ; s'il est seul, il doit trouver deux ou trois sympathisants. Pour cela, il ne faut pas attendre l'impulsion de l'Entente qui ne saurait suffire à toute la besogne ; il faut se débrouiller un peu ; le travail dans les usines est pour beaucoup un travail d'initiative ; le rôle de l'Entente est de provoquer ces initiatives ;

b) La multiplication des cellules est indispensable et primordiale dans les grandes usines composées de 10, 15, même 50 et 60 ateliers, dans chacun desquels il y a un travail spécial à faire, étant entendu que toutes ces cellules d'atelier sont étroitement soudées ensemble et séparées seulement pour les nécessités de la propagande. Cela permet, non seulement de toucher tous les ouvriers d'une usine qui en compte des milliers, mais jette déjà les bases d'un contrôle de la production ;

c) Dans les grandes agglomérations industrielles, beaucoup de sociétés ont des usines diverses réparties dans plusieurs localités ; chacune de ces usines accomplit absolument le même travail ou bien représente des

étapes différentes de la fabrication. Nous devons profiter de l'existence d'une cellule dans une de ces usines pour porter la propagande et en créer dans les autres. C'est, sur une échelle plus large, la même opération que dans une seule usine à multiples ateliers ;

d) Pour que les cellules se développent et jouent vraiment le rôle auquel nous les destinons, elles ne doivent pas se cantonner dans les limites de leur seule usine. Aussi, dans la création des cellules, il est bon de « grouper », c'est-à-dire d'en former simultanément ou rapidement plusieurs dans les mêmes parages, de les relier entre elles (dans la région parisienne ou un, deux arrondissements ou villes de banlieue ; en province, une agglomération industrielle et les faubourgs) ;

e) A la faveur d'agitations dans différentes industries ou corporations, il y a lieu de porter un effort spécial de création de cellules dans toutes les usines de cette industrie et parallèlement à la campagne engagée (campagnes de réunions d'usines, congrès de délégués d'usines dans la métallurgie, le textile, etc.).

Liaison entre cellules et jeunesses et inter-cellules

Les cellules d'usines commencent à se créer dans les grandes régions industrielles et le problème important, vital des rapports entre les cellules et les groupes de Jeunesse se pose. La solution a été énoncée très clairement dans toutes nos résolutions de congrès : la Jeunesse locale est formée par l'ensemble des cellules, plus les adhésions individuelles qui ne peuvent être recueillies à l'usine. Mais il faut traduire cela par des mesures pratiques :

1° Les cartes d'adhérent sont délivrées à la cellule d'usine ; le camarade des Jeunesses appartient à la Jeunesse de l'arrondissement ou de la localité où il travaille. Ce qui ne l'empêche en rien (et cela reste son devoir) de militer dans la Jeunesse de l'arrondissement ou de la localité où il habite ;

2° Les cellules ne sont pas autonomes ; l'argent perçu par elles pour les cartes à titre de simple collecteur revient à la Jeunesse locale ;

3° Pour assurer la liaison entre les cellules et la Jeunesse, chaque mois ou chaque quinzaine aura lieu une réunion commune de la Commission exécutive de la Jeunesse et de tous les secrétaires des cellules de la localité ; à cette réunion sera discutée la propagande dans les usines et la répartition des crédits accordés à la propagande dans chacune d'elles ;

4° Quand les cellules seront nombreuses, cette liaison sera insuffisante. Les cellules seront donc « groupées » par 6 ou 7 cellules d'usines voisines dont les secrétaires se réuniront ensemble une fois par semaine ou par quinzaine.

Au cours du développement des cellules d'usines, ces mesures pourront peut-être être pratiquement modifiées ou complétées, car on ne peut emprisonner à l'avance dans quelques formules un mouvement qui prendra, nous l'espérons, une si grande ampleur. Néanmoins, les principes sur lesquels ce mouvement repose seront confirmés : pas d'autonomie pour les cellules, mais au contraire liaison constante et étroite inter-cellules et de cellule à groupe local.

Conclusion

Formez des Cellules, elles sont l'avenir des Jeunesses !

Depuis plus d'une année, la transformation de notre Fédération sur la base des cellules d'usines a fait l'objet de tant d'exposés et de commentaires qu'aucun camarade des Jeunesses ne doit être dans leur ignorance. Mais il faut maintenant compléter ces connaissances par l'expérience pratique. Les résultats obtenus montrent combien le travail des usines est fécond ; il exige seulement de l'activité et du dévouement, deux qualités qu'on peut exiger d'un jeune communiste.

Les membres des Jeunesses sont maintenant en possession de tous les éléments leur permettant d'agir, qu'ils révèlent leur initiative et démontrent, par la multiplication rapide de nos cellules, que les Jeunesses communistes sont l'organisation de masse et de défense de la jeunesse ouvrière !

(Tiré du Bulletin de la Fédération des Jeunesses Communistes (numéro de février 1924.)

Armand Yankilevitch, mouchard

Depuis plusieurs mois déjà, ce mouchard est « brûlé » auprès des militants communistes français, qu'il mouchardait pour le compte de la Sûreté Générale.

Démasqué par une bonne vingtaine de camarades, dont plusieurs appartiennent aux milieux dirigeants du Parti, il est, en somme, réduit à l'impuissance de nuire.

Mais il a de l'aplomb et des possibilités. Il a le temps: Rien ne l'empêche peut-être d'opérer dans d'autres milieux que les nôtres. Aussi bien n'a-t-il jamais appartenu au Parti: le bougre se qualifie « libétraire ».

En tout cas, si on négligeait de le « brûler » plus complètement, les circonstances pourraient, avec le temps, lui permettre de « travailler » encore. D'autre part, les raisons qui nous ont imposé, pendant assez longtemps, le silence sur cette affaire n'existent plus.

Ce mouchard habite Paris, rue des Tournelles. Il s'appelle Armand Yankilevitch.

D'origine russe, mais vrai parigot, ne parlant pas le russe, chauffeur d'automobile ou placier, selon les cas, il sut s'introduire, à l'époque du Congrès de Tours, dans les milieux communistes français. Expulsé de France peu de temps après, il vint vivre à Berlin de son double métier de chauffeur et d'indicateur. Presque tous les camarades de langue française qui, depuis Tours jusqu'au début de 1923, ont séjourné à Berlin, l'ont rencontré, sur leur chemin, toujours aimable, serviable, débrouillard et bien informé.

Il surveillait de son mieux, pour le Quai des Orfèvres, les camarades qui allaient en Russie ou en revenaient. Et quelques autres.

D'aucuns le soupçonnaient depuis déjà plusieurs mois, lorsqu'une maladresse de sa part procura à quelques-uns d'entre nous des preuves irrécusables de son ignominie.

Ces preuves, nombreuses, sont de deux sortes: preuves matérielles et témoignages.

Les voici succinctement résumées:

Preuves matérielles:

1° Quatre récépissés de télégrammes adressés par Armand Yankilevitch à la Sûreté Générale à Paris;

2° Copie — délivrée par l'administration allemande des P. T. T. — de télégrammes donnant le signalement, l'heure de passage à la frontière et diverses autres indications sur des délégués du P. C. rentrant de Moscou; copie du télégramme qui a provoqué l'arrestation à la frontière du correspondant de l'Humanité à Berlin, notre camarade Lucien Révo;

3° Laissez-passer spécial pour voyage à Paris obtenu des autorités françaises, sur demande du mouchard Armand, pour un camarade russe expulsé de France.

Témoignages:

1° De la personne qu'il chargeait d'expédier ses télégrammes à la Sûreté Générale;

2° D'un camarade qu'il a invité à servir d'indicateur à la police française, amené spécialement pour cela à Paris et abouché avec un fonctionnaire de la Sûreté;

3° De divers militants habitant Berlin et Paris, qui ont suivi jour par jour, sinon heure par heure, certaines de ses opérations.

Je me borne, évidemment, à résumer ici, très succinctement, une affaire sur laquelle la documentation est à la fois abondante et accablante.

Ce que je viens d'indiquer suffit à montrer que cette documentation ne laisse pas de place au moindre doute.

Ces faits, je le répète, sont bien connus de divers militants dont plusieurs habitent Paris. Si je ne cite pas de noms, c'est uniquement que j'estime qu'on n'a jamais le droit de citer un camarade sans son consentement préalable. Je ne doute pas que plusieurs ne confirment s'il y a lieu ce que je viens de lire. Cette note-ci pourrait d'ailleurs être signée d'une bonne demi-douzaine de communistes avec lesquels je suis en contact personnel.

Armand est de taille moyenne, plutôt corpulent, large face ronde, blond, rasé, mutilé d'une main (droite, je crois), à laquelle manque un doigt (le pouce?).

Je le répète, pour finir, aucun doute n'est possible. Aucune dénégation n'est admissible, quel que soit l'aplomb du gremlin (il n'en manque pas; il a fait ses preuves).

Nous nous réservons de revenir, s'il y a lieu, sur cette affaire et de fournir en tout cas, aux organisations intéressées de nouvelles précisions.

R. ALBERT.

BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

N. LENINE

Sur la Route de l'Insurrection

En vente à la Librairie de l'Humanité,
120, rue Lafayette, Paris

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure: 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Le Gérant: VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.